

CORONAVIRUS-SOLIDARITÉ

Abdelkader Bensalah fait don d'un mois de son salaire

P. 24

COMMUNICATION-PUBLICITÉ

M. Belhimer promet "l'assainissement" et "la transparence" du secteur de la publicité

P. 24

PÉTROLE

Le prix en hausse avec l'espoir d'un accord entre producteurs

P. 24

MESURES DE CONFINEMENT POUR FREINER LA PROPAGATION DU COVID-19

Une bonne anticipation citoyenne

Avec plus de 75000 morts dans le monde, la pandémie de Covid-19 a contraint au confinement plus de la moitié des habitants de la planète, soit près de 4 milliards de personnes, puisqu'il apparaît évident que c'est la seule arme efficace pour stopper

la propagation du virus. En Algérie, seule Blida est pour le moment totalement confinée, les habitants de neuf autres wilayas dont Alger sont soumis au confinement de 15 heures à 7 heures, le reste des wilayas de 19 heures à 7 heures du matin. Les échos

recueillis par la presse nationale sur le terrain, font état d'une bonne anticipation des citoyens, conscients de l'importance de leur contribution aux efforts de lutte contre cette grave crise sanitaire.

P. 8 **DKnews**



LÉGISLATION DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Rezig: "un premier atelier pour l'examen et l'actualisation des lois"

P. 3

RECHERCHE-INDUSTRIE

"Nécessité d'une étroite et permanente coordination entre la Recherche scientifique et l'Industrie"

P. 4

INDUSTRIE

Les groupes économiques publics augmentent leurs capacités pour faire face à la pandémie

P. 6

SANTÉ

APNÉE DU SOMMEIL
Ne laissez pas ronfler une personne cardiaque

P.p 12-13

FOOTBALL

Benlamri sur les tablettes de trois clubs saoudiens

P. 21



ORAN

Des dizaines de médecins rejoignent un réseau de télé-médecine

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Découverte d'un pistolet mitrailleur et trois bombes artisanales à Boumerdes et Djelfa

P. 24

HABITAT - LOCATION

L'AADL prolonge d'un mois le délai de paiement des loyers



La filiale de gestion immobilière relevant de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Gest-Immo, a annoncé lundi la prolongation d'un mois du délai d'acquiescement des loyers au profit des locataires des logements AADL, et ce dans le cadre des mesures préventives de la pandémie du Covid-19. Dans un communiqué publié sur la page Facebook page de l'AADL, Gest-Immo a indiqué que "le délai pour le règlement de la facture des loyers et des charges a été prolongé d'une durée d'un mois supplémentaire".

Cette décision vise, selon la filiale, "à réduire les déplacements des bénéficiaires de logements AADL, en tant que mesure préventive visant à mettre les clients à l'abri de la propagation du nouveau coronavirus". Il s'agit aussi de "préserver la santé des affiliés et résidents des logements, conformément aux décisions et instructions des autorités suprêmes du pays, à leur tête le président de la République, relatives à la facilitation de toutes les procédures à même de protéger la santé du citoyen et de la société de la propagation de la pandémie du Covid-19". Ainsi, les délais pour le paiement des charges mensuelles ont été prolongés, "en vue d'éviter tout contact physique susceptible de transmettre ou propager la pandémie, et ce partant de la conviction de l'agence quant à la nécessité d'observer les instructions inhérentes au confinement", ajoute la même source.

SÉTIF - COVID-19

Ouverture d'un atelier de fabrication des masques de protection à la maison de jeunes Abdelhamid Anani

Un atelier de fabrication de masques de protection a été lancé à l'initiative de jeunes bénévoles à la maison de jeunes Abdelhamid Anani de la ville d'El Eulma à l'Est de Sétif, a-t-on appris lundi du directeur de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), Nacer Fadli.

Des jeunes adhérents à cette maison de jeunes ont proposé la couture manuelle de bavettes de protection utilisées pour la prévention et la lutte contre le coronavirus, a précisé à l'APS le même responsable, relevant que les services de l'ODEJ en collaboration avec des bienfaiteurs de la ville ont mobilisés les moyens nécessaires pour permettre à ces jeunes bénévoles de concrétiser leur idée.

Le même responsable a indiqué que plus de 400 bavettes ont été confectionnées en une journée de travail par ces bénévoles, précisant que le modèle des bavettes a été élaboré de concert avec des professionnels en la matière comme, les médecins, les ingénieurs et autres cadres, et que le tissu utilisé était conforme aux normes requises.

Depuis l'apparition du Covid-19, les animateurs de l'ODEJ de Sétif œuvrent à contribuer aux efforts déployés pour endiguer la propagation du virus à travers des campagnes de sensibilisation avec l'objectif de créer au sein de la population, une prise de conscience collective quant à l'importance de se prémunir d'une contamination, a-t-on conclu.

MILA

3 morts dans un accident de la route à Oued Athmania (protection civile)

Trois (3) personnes ont perdu la vie lors d'une collision entre un véhicule touristique et un camion survenue lundi à Oued Athmania dans la wilaya de Mila, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

Selon la même source, l'accident s'est produit sur un axe de la route nationale, RN 5 au lieu-dit mechta Ain Beida dans la commune d'Oued Athmania relevant que les victimes, qui étaient à bord du véhicule, étaient âgées entre 27 et 31 ans.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes de cet accident.

ALGÉRIE - SOLIDARITÉ

Les cadres supérieurs de la Sûreté nationale font don d'un mois de leurs salaires



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a fait savoir que ses cadres supérieurs, aux niveaux central, régional et local, ont fait don d'un mois de leurs salaires dans le cadre de l'élan de solidarité initié contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité.

Cette contribution financière, qui sera versée dans les comptes de solidarité "Covid-19" ouverts à cet effet, "intervient pour renforcer les efforts visant à enrayer la propagation du coronavirus et atténuer les effets de la crise sanitaire que traverse le pays", a précisé le communiqué, ajoutant que "cet élan de solidarité reflète l'esprit de fraternité authentique qui caractérise la société algérienne".

Il s'agit aussi, selon la même source, d'un devoir national des affiliés de la Sûreté nationale et d'un message d'espoir traduisant leur solidarité avec leurs compatriotes en toutes circonstances.

CORONAVIRUS - SÛRETÉ

La DGSN lance un flash sur la prévention contre le Covid-19 via ses plateformes de communication

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé via ses plateformes officielles de communication (réseaux sociaux et médias), un flash de sensibilisation sur les méthodes de prévention contre les risques de propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) en mettant l'accent sur l'impératif respect des consignes de prévention pour faire face à cette pandémie.

"Ce flash de sensibilisation s'inscrit dans le cadre du renforcement des efforts de sensibilisation consentis par les différents services opérationnels de la DGSN, outre les différents partenaires sécuritaires et les autorités officielles, dans le souci de préserver la santé publique et de garantir la sécurité des citoyens à travers l'ensemble du territoire national", indique, lundi, un communiqué de la DGSN. Par ailleurs, la DGSN appelle, via son site officiel et ses pages sur les réseaux sociaux, l'ensemble des citoyens à "l'impératif respect des mesures préventives afin d'endiguer la propagation du Covid-19", conclut la source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

2 morts et 33 blessés le weekend dernier dans les zones urbaines (Sûreté nationale)

Les services de la Sûreté nationale ont déploré, le weekend dernier au niveau des zones urbaines, 26 accidents de la route ayant fait deux morts et 33 blessés. Selon les données des services compétents de la Sûreté nationale, le facteur humain demeure la première cause à l'origine des accidents de la route. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique à faire preuve de vigilance lors de la conduite et à respecter le code de la route.

Elle met à la disposition des citoyens le numéro vert 1548 et celui de secours 17 pour recevoir les signalements 24h/24h.

PANDÉMIE - SOLIDARITÉ

L'OPGI fait un don à la PCH

L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et ses partenaires économiques ont fait lundi à Alger un don d'équipements et de matériels médicaux à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH).

Ce don s'inscrit dans le cadre de la campagne de solidarité nationale lancée par les entreprises publiques et privées pour assister les services médicaux face à la pandémie du Covid-19.

Les équipements et les fournitures offerts par l'OPGI consistent en 60 lits de réanimation, 60 matelas pour lits de réanimation, 1.500 draps, 120 couvre-lits (3 pièces), 65 couvre-lits (2 pièces), 65 oreillers, 19 concentrateurs d'oxygène portables (dotés de batteries), 26 concentrateurs d'oxygène et 10 extracteurs d'oxygène.

Le DG de l'OPGI a affirmé, à cet égard, que cette opération a été organisée dans le cadre de la campagne de solidarité nationale engagée depuis le début de la propagation du nouveau coronavirus dans plusieurs wilayas du pays.

A rappeler que plusieurs secteurs et entreprises publiques et privées avaient lancé une campagne de solidarité afin de doter les hôpitaux des fournitures médicales et d'approvisionner les wilayas affectées par ce virus des différents produits alimentaires et moyens de prévention (masques, gel désinfectant...).

BANQUES - CONFINEMENT

La BEA prolonge le congé exceptionnel rémunéré jusqu'au 19 avril

La Banque extérieure d'Algérie (BEA), a annoncé la reconduction de ses mesures prises initialement, notamment le congé exceptionnel rémunéré suite au prolongement par les pouvoirs publics des mesures de lutte contre la Coronavirus, a indiqué lundi un communiqué de la Banque.

"Suite à la décision des pouvoirs publics de prolonger les mesures exceptionnelles de lutte contre la propagation du coronavirus, nous vous informons que la banque a reconduit les mêmes mesures prises initialement, notamment le congé exceptionnel rémunéré allant du 05 au 19 avril 2020", a précisé la même source.

Auparavant, et parallèlement au congé exceptionnel rémunéré, la société avait pris un ensemble de mesures permettant à tous ses services centraux et agences déployées à travers le pays de continuer à assurer normalement le service conformément aux instructions des autorités publiques préconisées contre la propagation du coronavirus.

La BEA avait également rassuré que toutes ses agences sont équipées de moyens d'hygiène et de protection nécessaires pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CARBURANTS/DISTRIBUTION

Naftal lance le rechargement à distance des cartes carburants pour ses grands clients

La Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) a lancé le rechargement à distance des cartes carburants au profit de ses clients "corporates" (Entreprises, institutions), a indiqué lundi le directeur de la communication de la société, Djamel Cherdoud. "Désormais, il est possible pour nos clients corporates, disposant d'une carte de paiement électronique de carburants, de recharger à distance leurs cartes, en faisant des virements bancaires ou postaux pour alimenter leurs comptes, sans se déplacer à nos agences", a-t-il expliqué à l'APS.

"Cette mesure a été prise pour limiter les déplacements, notamment en cette période sanitaire que traverse le pays, en raison de la propagation du Coronavirus", a-t-il souligné. Les cartes carburants électroniques "Naftal Card" sont, pour rappel, destinées aux clients institutionnels et entreprises ayant une importante flotte automobile, permettant le paiement électronique des carburants au niveau des stations-services gérées par cette entreprise.



LÉGISLATION DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Rezig : «un premier atelier pour l'examen et l'actualisation des lois»

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a annoncé lundi à Alger la mise sur pied d'un premier atelier chargé de la révision et de l'examen des textes régissant les activités commerciales.



"Cet atelier s'emploie actuellement à réviser, actualiser et modifier des centaines de textes de loi pour les adapter à la nouvelle vision du ministère tournée vers le contrôle, le suivi et la régulation", a indiqué le ministre lors d'un entretien accordé à l'APS, précisant que ces textes seront présentés, pour adoption, au Premier ministre.

Les travaux de cet atelier déboucheront sur l'élaboration, pour la première fois, "d'un guide des lois sur le commerce", qui contiendra toutes les lois actualisées et sera mis à la disposition de tous les opérateurs nationaux et étrangers à travers des supports numériques et des publications imprimées".

Cette procédure facilitera et simplifiera la compréhension de ces lois par les fonctionnaires du sec-

teur de même que les opérateurs économiques et favorisera la transparence dans la consultation des lois régissant les opérations commerciales.

Indiquant que les travaux de cet atelier prendront fin l'année en cours, M. Rezig a affirmé que l'an 2021 sera l'année de la véritable réforme, faisant état, par ailleurs, d'un examen en cours pour la régulation du commerce électronique et le renforcement de l'e-paiement.

Afin de concrétiser l'objectif "administration moderne", le ministre a affirmé que le secteur est appelé à revoir et à actualiser tous les textes de lois.

Pour ce qui est du développement des grands espaces et de l'action commerciale, le ministre a indiqué que le code à barre horizontal sur l'ensemble des produits et des mar-

chandises sera obligatoire pour une meilleure traçabilité des produits et davantage de transparence durant l'opération commerciale, outre l'élaboration de nouvelles lois dans ce domaine.

Le ministre a rappelé, dans ce sens, le lancement par le secteur d'"un guide de consommateur" en vue de renforcer la culture de consommation chez les citoyens et de les encourager à adopter des systèmes de consommation positifs.

Des assises nationales pour l'organisation du domaine de facturation

S'agissant du domaine de facturation, M. Rezig a fait savoir que le secteur s'attèlera, une fois cette crise sanitaire dépassée, à l'organisation d'assises nationales entre les secteurs de Commerce, des Finances, de l'Industrie et

de l'Agriculture visant l'organisation du domaine de facturation en ce qui concerne les opérations de production et de traitement de cette problématique avec toutes ses répercussions.

Selon le premier responsable du secteur, l'organisation des opérations de facturations devra mettre terme aux problèmes rencontrés dans le secteur du commerce et permettra une meilleure maîtrise des marchés. "Comment est-ce possible d'exiger la facturation au commerçant au moment où l'agriculteur et le producteur ne disposent même pas de registre commercial et ne sont pas imposables?", s'est-t-il interrogé.

Des assises nationales entre les secteurs du Commerce, de l'Agriculture et des Finances sur l'organisation des opérations de facturation en matière de ressources agricoles devront également être organisées. A cet effet, le secteur devra procéder à l'organisation et l'encadrement des importateurs en les obligeant à adopter le système de facturation, a-t-il poursuivi.

"La facturation est un problème qui n'a pas été résolu depuis plusieurs années, il est donc pas possible de le résoudre du jour au lendemain.

Ce problème concerne toutes les parties", a-t-il avancé.

COMMERCE/ACTIVITÉS RÉGLEMENTÉES

Le ministère du Commerce accorde 37 licences de production de gel hydroalcoolique

Le ministère du Commerce a accordé, ces dix derniers jours, 37 licences de production de gel hydroalcoolique à des entreprises fabriquant ce produit en vue d'encourager sa production, d'autant qu'il connaît une forte demande du fait de la propagation de la pandémie de Covid-19, a déclaré à l'APS le ministre du Commerce Kamel Rezig.

"Le secteur du Commerce attache une grande importance au contrôle des produits destinés à la stérilisation et à la désinfection pour faire face à la pandémie, notamment en ce qui concerne le gel hydroalcoolique", a indiqué M.

Rezig faisant état de l'octroi, ces dix derniers jours, de 37 licences aux entreprises intéressées par la fabrication de ce produit.

Dans ce cadre, il a appelé les petites et moyennes entreprises (PME) actives dans la production de ce produit, à titre gracieux ou pour la vente, à se présenter aux services du ministère du Commerce au niveau des 48 wilayas à l'effet de déposer leur demande de licence comprenant une demande administrative et le rapport du laboratoire portant composition du produit ainsi que les documents administratifs de l'entreprise en question.

L'opération contribue à garantir la qualité et le contrôle du produit, a souligné le ministre ajoutant que les entreprises qui ne détiennent pas de licences risquaient des sanctions dissuasives.

Les services du ministère ont contacté certaines entreprises pro-

ductrices de ce produit pour les inviter à régulariser leur situation juridique, à même de leur permettre de poursuivre leurs activités de manière légale, a-t-il poursuivi.

"Nous allons temporiser avant d'appliquer la loi car la conjoncture est difficile et le produit est important pour le citoyen, mais nous redoutons la contrefaçon ou la manipulation de la composante du produit, c'est pourquoi nous avons convoqué les entreprises productrices et leur avons demandé de compléter leurs procédures légales", a expliqué le ministre.

S'agissant des masques et gants, le ministre a précisé que leur fabrication n'était pas soumise aux licences du ministère du Commerce, mais plutôt régie par les lois du secteur de la Santé et de l'Industrie pharmaceutique qui contrôlent leur conformité aux normes en vigueur à cet égard.

Le mouvement des importations et des exportations se poursuit à un rythme «normal»

Concernant le mouvement du commerce extérieur de l'Algérie (importations et exportations), le ministre a indiqué qu'il se poursuivait à un rythme normal, dans le respect des mesures préventives rigoureuses appliquées depuis la propagation du nouveau coronavirus, soulignant que la décision de fermeture des frontières excluait le trafic commercial.

Le ministre a qualifié de «normal» le mouvement commercial des importations et des exportations, à l'ex-

PRODUITS ALIMENTAIRES

Les grossistes tenus à une "licence provisoire", selon le ministre du commerce

Le ministère du Commerce a facilité aux grossistes des produits alimentaires l'obtention d'une "licence provisoire" leur permettant d'exercer leurs activités sans être soumis aux procédures de contrôle et de saisie de leurs stocks et dépôts "non encore déclarés", a indiqué à l'APS le ministre du secteur, Kamel Rezig.

Face à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus et la suspension de l'activité de plusieurs notaires et huissiers de justice, il suffira aux grossistes de formuler une demande portant déclaration de tous les locaux utilisés pour le stockage de leurs marchandises, jointe à une photocopie du registre de commerce, pour obtenir des services du Commerce au niveau des différentes wilayas "une licence provisoire" attestant la propriété des locaux en attendant le parachèvement des procédures juridiques en vigueur, une fois la situation revenue à la normale, a-t-il affirmé.

Le ministre a précisé, dans ce sens, que plusieurs commerçants "intègres" qui n'avaient pas finalisé les procédures légales de déclaration de leurs dépôts supplémentaires, ont subi les mesures de contrôle de saisie par les agents de commerce et les services de la Gendarmerie nationale.

Ces saisies, a-t-il expliqué, "sont intervenues dans le cadre d'une opération d'envergure lancée par le secteur du Commerce et les services de sécurité pour lutter contre la spéculation, la fraude et le monopole par "des pseudo-commerçants", et qui a donné lieu à la constatation de beaucoup de contrevenants.

Cependant, a-t-il admis, "il existe parmi ces contrevenants des commerçants honnêtes qui possèdent des dépôts et des locaux qu'ils n'avaient malheureusement pas déclarés", rappelant que la procédure légale exige du commerçant de gros la fourniture des copies de l'acte de location ou de propriété et du document attestant la qualité de commerçant, délivré par un huissier de justice et des documents de contrôle fournis par l'administration du commerce.

Pour le ministre, les actions opérées par les services du secteur en collaboration avec les services de sécurité, "sont 100% légales, en ce sens que les grossistes n'avaient pas protégé leurs activités à travers la déclaration, d'où la difficulté de faire la distinction entre spéculateurs et commerçants honnêtes".

Le ministère du Commerce a souligné encore que la licence provisoire évitera au commerçant toute accusation de spéculation pour peu qu'il justifie son activité par un registre de commerce, affirmant, par ailleurs, que les décentes de contrôle et la lutte contre les spéculateurs se poursuivront.

Les grossistes étant le maillon principal dans la chaîne d'approvisionnement, des mesures ont été prises en coordination avec les walis pour maintenir ouverts les marchés de gros des légumes et fruits de Boufarik, de Bougara (Blida), de Khemis El Khechna (Boumerdes), Attataba et les Eucalyptus (Alger) afin d'assurer l'approvisionnement des 10 wilayas du centre du pays, a précisé M. Rezig.

A ce propos, le ministre a salué les efforts déployés par les walis et qui ont permis aux commerçants d'accomplir leur mission, ce qui a contribué à la stabilité des prix qui sont plus ou moins "acceptables" aux marchés du gros et du détail après "la flambée" enregistrée.

COMMERCE / MARCHÉS / RÉGLEMENTATION

Vers des marchés

de gros réalisés par des opérateurs privés

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a fait état, lundi, de l'élaboration en cours de textes juridiques pour faciliter la réalisation de marchés de gros par des privés, et ce dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée pour booster la construction de ces structures commerciales.

Dans un entretien à l'APS, le ministre a indiqué que "ces textes visent à impulser la réalisation de marchés et espaces commerciaux par les opérateurs privés en prélude au retrait total de l'Etat de leur réalisation aussi bien de gros que de détail".

Pour M. Rezig, "de tels projets doivent être laissés au secteur privé, d'autant plus que nombre de marchés publics réalisés précédemment n'ont pas donné les résultats escomptés".

Par ailleurs, le secteur du Commerce se chargera de la réalisation de Centres commerciaux dans les zones d'ombre, qui ne sont pas très attractives pour les opérateurs privés, de la mission de supervision, de suivi et de contrôle des espaces commerciaux et la consécration du principe de mise en concurrence, a expliqué le ministre.

S'agissant des projets de réalisation de sept (7) marchés de gros par la Société de réalisation et gestion des marchés de gros (MAGROS), le ministre a fait savoir qu'un certain nombre sera réceptionné durant l'année en cours et le reste en 2021.

Il a ajouté, dans ce cadre, que le projet du marché régional Centre Ben Chaabane à Boufarik (wilaya de Blida) a été annulé, étant donné qu'il s'est avéré que car son assiette est une terre agricole et que le projet n'est pas faisable du fait de l'existence de trois grands marchés dans la région, a-t-il ajouté. Déplorant le fait que le projet du ministère du Commerce de réaliser des marchés de gros n'ait pas atteint l'objectif escompté, le ministre a rappelé, à ce propos, le marché de gros d'Aïn Oussara pour lequel des sommes conséquentes ont été déboursées et qui est toujours fermé, le marché de gros de Bourached à Aïn Defla qui ne fonctionne qu'à hauteur de 20% de ses capacités et le marché de gros de Sétif qui connaît des difficultés qui ont empêché son fonctionnement.

Il a évoqué, dans ce sens, des démarches pour valoriser ces marchés, réitérant que la fonction commerciale des marchés de gros est du ressort du privé, d'autant, a-t-il dit, que la réalisation de marchés par l'Etat reste sujette à des problèmes et à des contestations lors de la distribution.

ALGER/CORONAVIRUS Installation d'une cellule de suivi des marins pêcheurs confrontés aux retombées de la crise sanitaire

La directrice de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya d'Alger, Rabia Zerrouki a fait savoir lundi qu'une cellule de suivi avait été installée récemment pour préparer et distribuer, dans les plus brefs délais, des aides en nature aux marins pêcheurs et aux professionnels du secteur de la pêche qui fait face aux conséquences de la pandémie du nouveau coronavirus.

"Compte tenu des mesures prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 et de leurs effets sur le rythme de travail de nombre de marins pêcheurs et des professionnels du secteur, une cellule de suivi a été dernièrement installée, laquelle œuvrera pour la collecte des aides qui seront fournies à cette catégorie afin de lui permettre de surmonter cette conjoncture", a déclaré à l'APS Mme. Zerrouki.

Elle a également fait état de la mise en place d'un fonds dédié à la collecte de ces aides, ajoutant qu'il a été décidé de fournir ces aides sous forme de différents produits alimentaires qui seront distribués à partir de la semaine prochaine, au plus tard, et ce jusqu'au début du mois de Ramadhan.

La même responsable a en outre indiqué que la catégorie concernée par cette aide était celle qui n'a pas pu exercer son activité depuis près de deux mois en raison de mauvaises conditions météorologiques (avant même l'apparition du coronavirus en Algérie), en sus des marins pêcheurs dont l'activité a été suspendue lors de la période du confinement partiel dans la wilaya.

L'installation "urgente" de cette cellule s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) et du suivi de ses répercussions sur les professionnels et le secteur de la pêche et des produits halieutiques en général, a-t-elle encore souligné, mettant en avant l'importance de l'entraide et de la solidarité avec les différents partenaires du secteur et les autorités locales pour assister cette catégorie.

L'opération de solidarité, qui est en cours de préparation, est organisée en coordination avec les armateurs, les commissionnaires de vente des produits halieutiques ainsi que les entreprises de construction des navires et d'exportation des produits de pêche, outre les différents services administratifs et le directeur général de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA) de la wilaya d'Alger, a-t-elle poursuivi.

A rappeler que le wali d'Alger avait donné une instruction la semaine en cours portant inclusion de la pêche, de l'aquaculture et de la vente de poisson parmi les activités exclues des mesures de fermeture lors de la période du confinement partiel à la capitale.

HCI Création de l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique

Le Haut conseil islamique (HCI) a approuvé la création de l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique, a indiqué lundi un communiqué du conseil. Cette autorité délivrera la certification de conformité aux banques et aux établissements financiers, "une mission qui permettra de soutenir la Banque d'Algérie dans la domiciliation de la finance islamique", indique-t-on de même source.

La création de l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique intervient en application du Règlement N 20-02 du 15 mars 2020 définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice par les banques et les établissements financiers publiés dans le Journal officiel N 16".

Le Règlement définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice s'inscrit dans le cadre du programme du Président de la République et du plan d'action du gouvernement qui veillera à réaliser deux principaux objectifs à savoir: réduire le phénomène de la théaurisation et satisfaire les besoins des citoyens désirant recourir à ce système conformément aux préceptes de la charia islamique, et atténuer les effets négatifs du phénomène du marché parallèle, dans le cadre des nouvelles orientations du gouvernement algérien visant à encourager la finance islamique et de la détermination de la Banque d'Algérie à mettre en œuvre ce système, conclut le communiqué.

APS

UNIVERSITÉ/RECHERCHE/INDUSTRIE «Nécessité d'une étroite et permanente coordination entre la Recherche scientifique et l'Industrie»

Le secteur de la Recherche scientifique et celui de l'Industrie nécessitent une étroite et permanente coordination pour permettre aux compétences nationales d'apporter leur contribution au développement économique du pays en réduisant l'importation des produits et autres matériels médicaux et scientifiques, ont souligné lundi à Alger les ministres des deux secteurs.

S'exprimant devant la presse en marge d'une visite au Centre de développement des technologies avancées (CDTA) qui s'inscrit dans le cadre de la contribution du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à l'effort national de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems-Eddine Chitour, et celui de l'Industrie et des Mines, Perhat Aït Ali Braham, étaient unanimes sur l'importance d'encourager les compétences nationales pour la fabrication locale de divers produits, matériels et appareils scientifiques, pour le contexte sanitaire actuel et d'après.

A ce propos, M. Aït Ali Braham a rappelé que suite à la parution du Covid-19 en Algérie, un appel à été fait aux compétences scientifiques au niveau des universités algériennes pour la fabrication, entre autres, de gels désinfectants, masques, combinaisons, dispositif de consultations à distance, respirateurs artificiels et tests de dépistages, soulignant avoir constaté des "avancées considérables en la matière".

Raison pour laquelle il y a nécessité, a-t-il dit, d'une plus grande coopération et d'une étroite coordination entre le secteur de la Recherche scientifique et de l'Industrie et de

compter sur nos compétences pour la fabrication locale de ces produits et réduire, par conséquent, leur importation des pays étrangers".

"Le domaine médical est stratégique. J'encourage l'investissement dans ce domaine, pour le contexte sanitaire actuel et surtout pour après Covid-19", a indiqué M. Aït Ali Braham.

Pour sa part, M. Chitour a souligné que "la situation actuelle, induite par la pandémie mondiale que vit notre pays, a fait réagir de manière spontanée l'élite du pays que sont les enseignants-chercheurs, les chercheurs permanents, les enseignants chercheurs hospitalo-universitaires ainsi que le personnel scientifique et technique, en se mobilisant fortement pour participer à la lutte, menée par toutes les composantes de la société, contre le virus Covid-19".

Il a ajouté que dès la parution de cette pandémie en Algérie, "des initiatives n'ont cessé de se multiplier au niveau de nos universités, faisant preuve d'imagination et utilisant les moyens de bord, pour fabriquer certains produits nécessaires à la prévention et à la lutte contre ce fléau sanitaire" et pour "répondre aux besoins socioéconomiques, particulièrement, en temps de crise".

M. Chitour a tenu à rappeler que l'université est un "gigantesque incubateur" qui a voca-



tion à "former des créateurs de richesse", tout en soulignant que "ce sont des dizaines de milliers de start-up et de micro entreprises qui prendront en charge les besoins du pays".

Soulignant l'importance d'une "étroite coordination avec les différents secteurs, notamment ceux de la Santé et de l'Industrie", le ministre a indiqué par ailleurs que "nous avons les moyens intellectuels" pour créer et fabriquer le matériel scientifique jusque-là importé et pour assurer une "autosuffisance". Il a cité, dans le même contexte, la mise en place de laboratoires de dépistage du Covid-19 au niveau du Centre de recherche en Biotechnologie et des universités de Tizi-Ouzou, Chlef, Tlemcen, Bejaia, El-Tarf, Béchar et Batna, précisant que "l'Algérie recèle de potentialités qui ne demandent qu'à s'exprimer surtout qu'il y a des défis à relever". La mobilisation contre le Covid-19 "a permis de

mettre en avant les capacités en ressources humaines compétentes et en ressources technologiques dont dispose le pays", a indiqué M. Chitour, ajoutant que "l'ensemble de ces actions et initiatives, réalisé en un temps record (moins d'un mois), nous enseigne pour l'avenir et nous devons saisir et maintenir cette dynamique qui a montré la possibilité d'écourter les délais du passage de la recherche théorique vers la recherche appliquée". "L'université algérienne va fabriquer ses équipements, produire ses réactifs chimiques et économiser des gains qui se chiffreront en millions de dollars", a-t-il ajouté, souhaitant que "les efforts conjugués et les collaborations intersectorielles viendront soutenir cette dynamique pour permettre le passage de l'expertise universitaire et des produits de la recherche vers la phase de production et de commercialisation".

COVID-19 Mermouri veut relancer "le tourisme virtuel" pour promouvoir la destination Algérie



Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hacène Mermouri, a instruit l'ensemble des établissements sous tutelle quant à l'impératif de renforcer "le tourisme virtuel" en vue de promouvoir

la destination Algérie, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Le ministre a appelé à "prendre une série de mesures de solidarité visant à insuffler une dynamique promotionnelle virtuelle pour la destination touristique +Algérie+, en pleine crise sanitaire mondiale du COVID-19", précise la même source. M. Mermouri a mis en avant l'impératif de "renforcer le tourisme numérique et de relancer ce qui est appelé aujourd'hui le tourisme virtuel, ainsi que la promotion numérique de l'ar-

tisanat à travers la programmation de visites virtuelles devant contribuer à favoriser la destination Algérie et le produit artisanal algérien sans avoir à se déplacer", souligne le communiqué. Ces mesures contribueront "à choisir la destination touristique interne et les produits artisanaux nationaux après dissipation de la pandémie de COVID-19", ce qui est en conformité avec "la politique de la campagne de sensibilisation mondiale au nouveau coronavirus lancée par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sous le slogan "Rester chez soi aujourd'hui pour pouvoir voyager demain", ajoute la même source. Cette nouvelle technique est disponible sur les pages Facebook, Twitter et Instagram du ministère du Tourisme ou sur le portail algérien du tourisme +VisitAlgeria+.

CULTURE Installation d'un groupe de travail pour indemniser les artistes suite à l'arrêt de leurs activités

La ministre de la Culture, Malika Bendouda, a installé, lundi à Alger, un groupe de travail présidé par la nouvelle directrice de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), en vue de l'octroi d'indemnités aux artistes dont les activités sont à l'arrêt du fait de la pandémie de Covid-19.

A cette occasion, il a été procédé à la désignation de Mme Nacera Hechaichia, nouvelle directrice de l'ONDA, chargée de l'organisation de l'octroi d'indemnités aux artistes concernés affiliés à l'office, dans le respect des procédures légales. "Une commission ministérielle composée d'inspecteurs et de directeurs a été installée

en vue de veiller, de près, à l'octroi d'indemnités aux artistes touchés par l'arrêt de leurs activités du fait de la pandémie de Covid-19", a indiqué la ministre dans une déclaration à la presse, au terme d'une réunion à huis clos au siège de l'ONDA. Mme Bendouda a ajouté que son secteur envisageait de "lancer des mécanismes nouveaux et différents" pour l'octroi d'aides financières aux catégories qui ne sont pas concernés par les lois actuelles au niveau de l'ONDA, rassurant les artistes concernés par les indemnités qu'une plateforme électronique avait été créée et leur permettra de renseigner les formulaires, en vue



de bénéficier de ces aides sans se déplacer à l'office. Répondant à une question sur l'enveloppe budgétaire allouée à ces indemnités, la ministre a précisé qu'aucun montant n'a été fixé, ajoutant que des "des montants

existent et sont exploités dans la légalité et la transparence" au profit des artistes affiliés. A rappeler que d'après le dernier bilan de l'exercice 2019, l'ONDA compte près de 24.000 artistes et auteurs membres.

ALGER

Saisie de plus de 68 millions de DA de produits alimentaires durant la période de confinement partiel

La Direction du commerce de la wilaya d'Alger a annoncé, lundi, avoir saisi des denrées alimentaires et produits impropres à la consommation et autres pour non facturation et non affichage des prix, d'une valeur globale de plus de 68 millions de DA, durant la période de confinement partiel à Alger.

Dans le cadre des opérations menées par la direction en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale et de la sûreté nationale, pour lutter contre la spéculation et assurer le contrôle des produits alimentaires de large consommation, les agents de contrôle et de répression de la fraude de la direction du commerce de la wilaya d'Alger ont saisi - depuis l'instauration du confinement partiel à Alger - des denrées alimentaires et des produits impropres à la consommation, périmés et autres pour non affichage des prix d'une valeur globale de plus de 68 millions de DA, a déclaré à l'APS Layachi Dahar, chargé de l'information auprès de cette direction.

Le bilan de l'activité des agents de contrôle et de répression de la fraude de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale



et de la sûreté de la wilaya d'Alger, fait état de la saisie de produits alimentaires d'une valeur de plus de 46 millions de DA et plus de 22 millions de DA lors d'opérations menées, individuellement, par les agents de com-

merce, indique-t-on de même source. Plus de 3.500 interventions des agents de contrôle et de répression de la fraude ont été enregistrées durant la même période, selon le responsable.

Les opérations menées par la direction du commerce de la wilaya d'Alger sur son territoire de compétence s'inscrivent dans le cadre de la prévention contre la propagation du coronavirus, pour assurer un approvisionnement du marché en produits alimentaires de large consommation, lutter contre la spéculation, le stockage des marchandises et la fraude pour ce qui est des prix et de la qualité des produits alimentaires en cette période exceptionnelle, a précisé le responsable. Suite à ces opérations, des mesures juridiques ont été prises pour dissuader les contrevenants, a indiqué M. Dahar, précisant que des poursuites judiciaires ont été engagées. Commerce/contrôle

TISSEMSILT

Trois ateliers aux CFPA pour la confection de 4.500 masques de protection

Trois ateliers des centres de formation professionnelle de la wilaya de Tissemsilt ont lancé lundi une opération de confection de 4.500 masques de protection dans le cadre des efforts de prévention contre le coronavirus, a-t-on appris du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Khaled Belkharoubi.

Ces ateliers, lancés en travaux au niveau des CFPA

des communes de Lardjem et Tissemsilt (deux centres) pour la confection de 4.500 masques préventifs, ont mobilisé huit enseignants et des artisans, alors que la direction de la santé s'occupe de la stérilisation des masques, a-t-il souligné.

M. Belkharoubi a précisé que le bureau de wilaya de l'association nationale "Kafil El Yatim" a contribué en fournissant la matière première (tissu) pour la

confection des masques. Il est prévu, avant la fin de la semaine en cours, l'ouverture de deux ateliers destinés à la confection des masques de protection dans les CFPA des communes de Lazharria et Bordj Bounaïma et ce, pour produire au total plus de 1.400 masques, a-t-on annoncé, soulignant que l'ouverture d'ateliers similaires sera généralisée au niveau des autres centres de formation

de la wilaya. Un atelier avait été ouvert, en fin de semaine dernière, pour confectionner des combinaisons de protection au niveau du CFPA de la commune de Ammari, avec la production de 35 combinaisons, que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels distribuera, en compagnie des services de la wilaya, au profit des personnels du secteur de la santé.

MILA

Plus de 5000 hectares emblavés en légumineuses

Pas moins de 5690 hectares ont été emblavés en légumineuses dans la wilaya de Mila au titre de la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Le pois-chiche a eu droit à la superficie la plus importante avec 2 946 ha, suivi des lentilles (1 887 ha), la fève (837 ha) et du petit pois (17 ha), selon le responsable du service de l'organisation de la production et de l'appui technique de la DSA, Mohamed Bouleftat qui a rappelé que 81 056 quintaux

de légumes secs ont été produits à Mila, à cours de la précédente saison sur une superficie totale de 5 575 ha.

L'extension de la superficie dédiée à la culture des légumes secs s'explique, d'une part, par la hausse du nombre de producteurs dans cette filière à travers toute la wilaya et, d'autre part, par l'exécution de la rotation culturale dans les communes de Grarem Gouga et Oued Nedja, a-t-il révélé.

Le même responsable a également souligné que cette saison agricole a vu un nombre importants d'agricul-

teurs se rediriger vers la production de pois-chiche dont la superficie est passée de 2000 à 2 946 ha et ce aux dépens de la superficie consacrée à la production des lentilles passée de 2600 à 1887 ha actuellement. L'engouement des agriculteurs pour la production du pois-chiche est motivé par son prix attractif en comparaison aux lentilles et les conditions météorologiques favorables à cette activité, ayant prévalu dans la région de Mila durant les mois de janvier et février, a conclu ce responsable.

GUELMA/COVID-19

Contrôle de 54 personnes et mise en fourrière de 20 véhicules pour infraction au confinement partiel

Pas moins de 54 personnes ont été contrôlées et 20 véhicules ont été mis en fourrière pour infraction au confinement partiel imposé depuis dimanche dans la wilaya de Guelma dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris lundi auprès de la sûreté de wilaya.

Parmi les personnes

ayant fait l'objet de contrôle, dans des heures tardives de la nuit de dimanche à lundi, figuraient des personnes possédant des autorisations de déplacement, alors que d'autres ne disposaient d'aucun justificatif de circulation, a fait savoir le lieutenant Sofiane Kemache qui intervenait sur les ondes de la radio locale.

La même source a indi-

qué que parmi les personnes contrôlées figuraient 52 automobilistes, ajoutant que les véhicules dont les conducteurs ne disposaient pas d'une autorisation de déplacement ont été mis en fourrière et les permis de conduire retirés.

L'opération de contrôle a ciblé également huit motocycles, a relevé le lieutenant Kemache, relevant que

les mesures réglementaires qui s'imposent dans ce genre de situation ont été prises à l'encontre des contrevenants.

Les brigades de la police mobile ont adopté, depuis les premières heures du confinement partiel, l'approche pour sensibiliser les citoyens avant de recourir à la sanction, selon la même source.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS El Tarf : large adhésion des citoyens à la décision de confinement partiel

La mesure de confinement partiel décidée depuis hier dimanche par les pouvoirs publics pour endiguer la propagation du covid-19 a enregistré une "large" adhésion des citoyens de la wilaya d'El Tarf à son premier jour, a-t-on appris auprès de différentes sources.

Ayant été sensibilisés par le biais d'appels à respecter le confinement sanitaire, lancés par les services de sûreté et de la protection civile qui sillonnent depuis quelques jours rues et artères munis de mégaphones, les citoyens de cette wilaya frontalière ont, dans leur majorité, respecté cette décision, ont signalé les représentants des services suscités.

Des commerces ont été, par ailleurs, priés de baisser rideau, aux environs de 19 heures par des agents de police qui se sont déployés à travers les 24 communes de la wilaya pour veiller au respect "strict" de cette décision destinée à assurer la sécurité sanitaire des habitants contre le virus.

Certains jeunes notamment, rencontrés au niveau de leurs quartiers respectifs où ils avaient pris l'habitude de se regrouper ont fini par "s'éclipser" après avoir été dénoncé par des internautes mesurant la gravité de cette pandémie.

Au premier soir de l'application de cette mesure, les rues et quartiers d'El Tarf étaient désertés par leurs habitants "sagement confinés" dans leurs domiciles respectifs, ont indiqué les mêmes sources, relevant néanmoins, "une certaine réticence signalée dans de rares quartiers populaires relevant de la daïra de Dréan".

Les services de police ont eu du mal à leur faire entendre raison mais ont fini par les amener à respecter le mot d'ordre.

Saisie de 157 bidons d'huile de table et près de 25 qx de produits alimentaires destinés à la spéculation

Les services de la sûreté de daïra de Ben M'Hidi dans la wilaya d'El Tarf ont saisi 157 bidons d'huile de table ainsi que près de 25 quintaux entre semoule, farine et sucre, destinés à la spéculation, a-t-on appris, lundi, auprès du chargé de la communication de ce corps constitué.

Les services de police sont parvenus à récupérer cette marchandise, au niveau d'un dépôt appartenant à un commerçant de la ville de Ben M'Hidi, a ajouté le commissaire principal Mohamed -Karim Labidi relevant que cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement des actions de lutte contre les pratiques spéculatives en raison de la conjoncture actuelle marquée par les appels à la limitation des déplacements.

Ainsi, 157 bidons d'huile de table de 5 litres, 8,5 qx de sucre, 11,1 quintaux (qx) de farine et 3,5 qx de semoule, découverts stockés chez ce vendeur dans la perspective de les proposer à des prix spéculatifs, ont été saisis par les services de police, a-t-on souligné.

Le commerçant contrevenant a été, aussitôt, appréhendé et un dossier judiciaire a été élaboré, dans le cadre des poursuites devant être prises à son encontre par le tribunal correctionnel de Dréan, a précisé la même source.

Les opérations de contrôle inopinées des commerçants proposant des produits de large consommation ont été intensifiées à travers la wilaya, au cours de cette période, a-t-on conclu.

APS

FONDS POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

La nomenclature des recettes et des dépenses déterminée (JO)

Un arrêté interministériel déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération", a été publié au journal officiel n°19.

Concernant les énergies renouvelables et la cogénération, ce compte retrace en recettes 1% de la redevance pétrolière et toutes autres taxes fixées par la législation, toutes autres ressources ou contributions et le solde du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie arrêté au 31 décembre 2015.

En matière de maîtrise de l'énergie, le Fonds retrace les subventions de l'Etat, le produit de la taxe sur la consommation nationale de l'énergie, le produit des taxes sur les appareils énergivores et le produit des amendes prévues dans le cadre de la loi relative à la maîtrise de l'énergie, selon l'arrêté signé par les ministres de l'Énergie et des Finances.

Les recettes du Fonds englobent aussi le produit de remboursement de prêts non rémunérés consentis dans le cadre de la maîtrise de l'énergie, toutes autres ressources ou contributions, le solde du compte d'affectation spéciale n°302-101 arrêté au 31 décembre 2015, le produit de remboursement de dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique et 10% du produit de la taxe d'efficacité énergétique. Quant aux dépenses, le Compte retrace en matière des ENR et la cogénération, les dotations destinées au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

Il s'agit des projets de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de systèmes de cogénération, achat d'équipements destinés pour la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de systèmes de cogénération et pour les applications autres que la production d'électricité et les projets pilotes et opérations de démonstration relatives aux énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération.

Les actions de renforcement de capacités liées aux énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération, les études liées au développement et à la mise en œuvre des stratégies nationales de la production de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou des systèmes de cogénération figurent aussi dans les dépenses du Fonds spécial. Elles englobent aussi la prospection et évaluation des potentiels des sources d'énergies renouvelables et/ou des systèmes de cogénération pour l'identification des sites éligibles à l'installation de centrales de production de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables, les dotations destinées à la compensation liée aux surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération.

S'agissant de la maîtrise de l'énergie, les dépenses concernent le financement des actions et projets inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie. Ces actions portent sur la coordination et la formation dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, la recherche et le développement, l'accompagnement des industriels en vue de l'amélioration de l'efficacité énergétique des équipements et appareils de fabrication nationale, les travaux d'évaluation des potentiels d'efficacité énergétique dans les différents secteurs d'activités, le suivi et le contrôle des projets bénéficiaires des ressources du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération et l'évaluation de l'impact des projets sur la consommation d'énergie.

Elles concernent aussi les projets inscrits dans le programme de la maîtrise de l'énergie, dont l'isolation thermique dans les bâtiments, l'éclairage public performant, la conversion des véhicules au gaz de pétrole liquéfié carburant (GPL/c) et au gaz naturel carburant (GN/c) et l'acquisition et la conversion des bus au gaz naturel carburant GN/c.

Il s'agit également de l'octroi de prêts pour les investissements porteurs d'efficacité énergétique et non-inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie émanant des opérateurs qui doit, également, prévoir les modalités de leur recouvrement, ainsi que l'octroi de garanties pour les emprunts effectués auprès des banques ou des établissements financiers et les dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique.

INDUSTRIE

Les groupes économiques publics augmentent leurs capacités de production pour faire face à la pandémie

Tous les groupes économiques publics se sont mobilisés face à la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) en augmentant leurs capacités de production et en se concentrant sur la production des produits les plus demandés dans cette conjoncture difficile, a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Mohamed Bouchama.

Treize (13) groupes industriels publics et une entreprise de service relevant du secteur de l'Industrie et des Mines se sont mobilisés pour contribuer aux efforts fournis face à la pandémie de Covid-19, a précisé M. Bouchama sur les ondes de la Radio nationale, soulignant que quatre (4) groupes avaient un rôle crucial dans la conjoncture actuelle, à savoir ceux assurant l'approvisionnement en produits de large consommation, dont les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques et les médicaments et les équipements médicaux et paramédicaux.

Le responsable a, dans ce contexte, rappelé les instructions du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et du ministre du secteur, Ferhat Aït Ali, pour "la facilitation de la production en dépit de la conjoncture mondiale, régionale et locale difficile".

Dans le domaine pharmaceutique, M. Bouchama a cité l'exemple du groupe Soidal qui, dans les circonstances actuelles, a développé ses capacités pour répondre à la demande croissante sur le marché national, tout en s'adaptant aux mesures de réduction des importations et à l'impératif de développer l'industrie locale.

Le groupe Soidal a été appelé à orienter certaines de ses unités vers la production des produits les plus demandés.

Il a fait savoir que Soidal produisait actuellement deux (2) millions d'unités de paracétamol, médicament très sollicité en ce moment, précisant que son exportation était interdite afin que la production puisse satisfaire la demande nationale.

Soidal : la production de solutions hydro alcooliques multipliée par 8 le mois d'avril

Le Groupe produit également 500.000 unités de la vitamine C utilisée pour renforcer l'immunité, en plus des solutions hydro alcooliques dont la quantité de production est passée de 5.000 litres, en mars, à 40.000 litres en avril courant, a fait savoir M. Bouchama qui ajoute que Soidal avait distribué gratuitement 50.000 litres d'alcool sur les différents administrations publiques et différents hôpitaux, comme première mesure.

Soidal prépare aussi la fabrication locale du médicament Chloroquine dans le cadre du protocole de traitement des patients atteints du Covid-19.

De son côté, le groupe de l'industrie chimique SHY-MECA produit l'alcool utilisé dans la désinfection et la sté-



rilisation, ainsi que les masques de protection qui sont produits par l'unité de Socothyd.

L'entreprise Edimed, à travers son réseau national des pharmacies, s'acquiesse de son rôle, à savoir approvisionner les régions reculées et assurer la disponibilité de l'oxygène.

Évoquant le rôle du Groupe Industriel Textiles & Cuir Getex qui est en phase de production d'une quantité considérable de masques, dont l'homologation et le contrôle sont effectués par les laboratoires spécialisés, M. Bouchama a précisé que la capacité de production du groupe peut atteindre un (01) million de masque par mois, de qualité supérieure et conforme aux standards mondiaux.

Concernant le groupe Divindus (Groupe diverses industries locales) spécialisé dans la fabrication de literie, matelas et chalets, il s'attèle actuellement à la production de quelque 200 unités de couvertures et lits, ainsi qu'à l'augmentation des capacités de production pour se préparer à l'éventuelle construction d'un hôpital avec des chalets.

Par ailleurs, le groupe "Gacu" s'intéresse au développement d'es recherches scientifiques en collaboration avec la direction de la Recherche scientifique pour la mise au point de quelques inventions, comme l'alcool chirurgical et un désinfectant utilisé dans les lieux de confinement des malades, des masques de protection en verre pour les médecins et autres personnels des hôpitaux.

M. Bouchama a, d'autre part, rappelé l'ouverture de tous les points de vente relevant du groupe agro-industrie Agrovid en vue de répondre à la demande croissante en semoule et farine, relevant l'existence de 27 minoteries d'une capacité de production de plus de 54.800 quintaux par jour et de 29 minoteries fonctionnant à plein régime, pour assurer les besoins du marché national pour produire

62.400 quintaux. Le SG a également rappelé la mesure de mise sur le marché de sacs de semoule de dix (10) kg au lieu de vingt-cinq (25) kg en vue d'en assurer une large distribution, ainsi que la supervision par les walis d'une cellule de coopération comprenant les directeurs d'agriculture, industrie et du commerce en vue d'assurer une distribution équitable et permettre le suivi de la traçabilité de la distribution de la semoule qui est prisée créant un problème dans la distribution en dépit de la disponibilité de la production.

Groupes publics: le manque de liquidités bientôt résolu

Évoquant la mise en œuvre de l'instruction de facilitation du dédouanement des marchandises, M. Bouchama a fait état de l'activation du couloir vert en application de l'ordonnance du Premier ministre, dans le cadre de la simplification des procédures de dédouanement des marchandises importées.

Pour ce qui est des produits concernés par le couloir vert, le même responsable a cité les produits de consommation directe et semi-finis ainsi que les matières premières utilisées dans la fabrication de certains produits locaux.

L'importateur pourra, sur simple engagement de finaliser ultérieurement les formalités douanières, bénéficier d'une facilitation de dédouanement et d'autres mesures au niveau des banques, a-t-il encore expliqué.

Ces mesures permettront d'assurer l'approvisionnement du marché en produit de large consommation et en produits nécessaires pour l'industrie pharmaceutique et de détergents, a-t-il mis en avant.

Par ailleurs, M. Bouchama a fait savoir que le Gouvernement examinera à l'avenir la possibilité du rééchelonnement des dettes des entreprises afin de résoudre le problème de

liquidité. "La plupart des groupes publics soulèvent des problèmes de liquidité induit par les difficultés enregistrées en matière de recouvrement des redevances des entreprises actives notamment avec le secteur public", a rappelé M. Bouchama.

Il a cité, à titre d'exemple, l'Entreprise nationale des véhicules industriels (SNVI) dont les créances non-recouvrées ont atteint 12 milliards DA.

Affirmant que le ministère avait préparé les dossiers des différents groupes publics à soumettre, pour examen, au Conseil des participations de l'Etat (CPE), M. Bouchama a indiqué que "le CPE n'a pas encore entamé son travail et qu'un conseil interministériel devra bientôt être tenu à l'effet d'étudier la situation du CPE".

Il a en outre assuré que le ministère avait élaboré un dossier permettant au Conseil d'examiner le problème de liquidité dont souffrent les entreprises économiques publiques, faisant savoir que "des mesures seront prises au niveau des banques et du Trésor afin d'aider les opérateurs économiques à surmonter cette conjoncture difficile et à atténuer les répercussions de la crise actuelle".

Le même responsable a par ailleurs indiqué que les directives du Gouvernement visaient la préservation des emplois et particulièrement le soutien des Petites et Moyennes Entreprises (PME), levier du développement et de l'économie nationale. S'agissant de la mise en œuvre des mécanismes du chômage technique auxquels comptent recourir certaines entreprises en raison du confinement, M. Bouchama a précisé que le ministère "a été destinataire de correspondances de certaines entreprises qui ont pris certaines mesures inévitables du fait de la baisse de leurs activités suite à la propagation du nouveau coronavirus".

PRIX DU PÉTROLE

Le pétrole en hausse avec l'espoir d'un accord entre producteurs

Les marchés du pétrole brut ont rebondi mardi retrouvant l'espoir qu'une réunion de l'Opep et de ses alliés cette semaine puisse produire un accord pour réduire la production. Les cours avaient accusé une forte baisse lundi après le report de la réunion promise à jeudi.

Mais l'optimisme a remis le dessus mardi dans les échanges asiatiques. Le baril américain de WTI pour livraison en mai progressait de 3,26%, à 26,93 dollars vers 3h10 GMT.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin 2,72%, à 33,95 dollars.

Les marchés du brut avaient plongé la semaine dernière à un plus bas depuis 18 ans, sous l'effet d'une guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie. Faute d'avoir pu obtenir un accord sur la stratégie à adopter pour soutenir les cours, l'Arabie saoudite a ouvert les vannes de sa production et fait dévisser les cours en espérant faire fléchir la Russie. Parallèlement la demande a fondu, alors que la crise du coronavirus et des mesures drastiques de restrictions des mouvements



mis en place par les Etats paralysent l'activité économique sur une grande partie du globe. Les prix ont regagné du terrain après que la Russie et l'Arabie saoudite ont suggéré qu'ils étaient d'accord pour réduire la production mais seulement si le

reste du monde participe", a expliqué la banque ANZ.

"Les Etats-Unis, qui semblent réticents à participer à un accord, apparaissent à présent comme la pierre d'achoppement". Mais grâce aux discussions entre Dan Brouillette, secrétaire améri-

cain à l'Energie, Ryad et Moscou, "le marché a l'espoir d'arriver à un accord d'une façon ou d'une autre", a ajouté la banque.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) doit se réunir avec d'autres pays producteurs non membre du cartel, comme la Russie, jeudi au cours d'une réunion exceptionnelle en visioconférence. "Au final, l'espoir est là que les plus raisonnables vont l'emporter, et que les pays producteurs vont se réconcilier et formuler une réponse qui va mettre un plancher à la chute des prix du pétrole", a relevé Stephen Innes, responsable de la stratégie des marchés mondiaux chez AxiCorp.

"Cependant, la question sera de savoir dans quelle mesure les pays producteurs sont prêts à réduire la production".

EUROPE - MARCHÉS - BOURSES
Les bourses européennes enregistrent lundi un fort rebond

Les Bourses européennes ont fini la journée de lundi en fort rebond principalement encouragées par des signes de ralentissement des décès liés au coronavirus en Europe et d'autres facteurs économiques mondiaux, ont rapporté des médias locaux.

La Bourse de Londres a terminé sur un bond de 3,08%, dans un marché soulagé par le ralentissement de la pandémie de coronavirus en Europe.

A la clôture, l'indice FTSE-100 des principales valeurs a pris 166,89 points, à 5.582,39 points.

La Bourse de Paris a également fini, la séance de lundi en fort rebond (+4,61%). L'indice CAC 40 a gagné 191,56 points à 4.346,14 points, effaçant en une séance la perte réalisée sur la semaine passée, alors que vendredi, il avait fini en recul de 1,57%. La Bourse de Francfort a clôturé, elle aussi, en forte hausse. Le Dax a gagné 5,77%, au-dessus de la barre symbolique des 10.000 points, encouragé par les nouvelles sur l'évolution de la pandémie de coronavirus dans le Vieux Continent. Au moment où le virus semble s'approcher de son pic en Europe, l'indice vedette a pris 549,40 points à 10.075,17 points, tandis que le Mdx des valeurs moyennes a pris 3,71% à 21.101,10 points. En Italie, la Bourse de Milan a fini en hausse de 4%, tandis qu'en Espagne la Bourse de Madrid a gagné 3,99%. Les marchés européens ont été rassurés, par ailleurs, par le fait que des discussions ont lieu sur la réouverture des économies après les mesures de confinement, alors que les chiffres d'Italie, d'Espagne, de Belgique et même de New York sur la propagation de la pandémie font espérer que des pays ne vont pas tarder à passer le pic.

OPEP+

Rapprochement des visions sur l'urgence d'une nouvelle réduction de la production

Les actions engagées pour arriver à un nouvel accord de réduction de la production de pétrole entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, à leur tête la Russie, se multiplient, afin d'enrayer la chute des prix du brut.

Lundi, le président du Fonds souverain russe, Kirill Dmitriev a déclaré à la chaîne américaine CNBC que l'Arabie saoudite et la Russie étaient "très, très proches" d'un accord sur une réduction de la production de pétrole afin de compenser la chute de la demande. Ce responsable, présenté également comme l'un des négociateurs russes, a dit : "Je pense que le marché tout entier comprend que cet accord est important et qu'il amènera beaucoup de stabilité, une stabilité tellement importante pour le marché, et nous en sommes très proches". L'Arabie Saoudite avait appelé jeudi dernier à une réunion "urgente" de l'Opep et d'autres pays, dont la Russie, pour parvenir à un "accord équilibré qui rétablira l'équilibre des marchés pétroliers".

Pour sa part, l'Algérie, qui assure la présidence de la Conférence de l'Opep, a appelé dimanche les producteurs de pétrole à saisir l'opportunité de la réunion prévue le 9 avril, pour "privilégier le sens de responsabilité" et aboutir à

un accord sur une réduction de la production pétrolière qui soit "globale, massive et immédiate".

Cet appel a été lancé par le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab qui a affirmé que l'Algérie "œuvrera, comme par le passé, à rapprocher les points de vue, rechercher les solutions consensuelles et contribuer à tout effort qui permettra de stabiliser le marché pétrolier, pour le bénéfice des pays producteurs et des pays consommateurs". Ce rapprochement dans les visions sur la nécessité d'aller vers un accord portant sur une nouvelle réduction de la production intervient à la veille de la réunion des membres de l'Organisation et leurs alliés, dont la Russie. Cette réunion, qui se tiendra par vidéo conférence, vise à enrayer l'impact de la chute des prix du brut, provoquée notamment par la pandémie de COVID-19, sur l'activité économique mondiale et des mesures de confinement prises par de nombreux pays. Le marché de l'or noir fait face également, depuis l'échec de la dernière réunion de l'Opep et ses alliés, à une augmentation de la production mondiale de pétrole, due à la volonté de certains pays de produire au maximum de leur capacité. Dans son dernier bulletin mensuel, l'OPEP est revenu

sur les répercussions de l'épidémie de Coronavirus sur le marché pétrolier tout en affirmant que "dans des moments exceptionnels comme celui-ci (chute des prix du pétrole), le dialogue régulier, la coopération et les relations de confiance prennent de la valeur." Elle a ajouté que la collaboration, la discussion et le partage d'informations s'est avéré "bénéfique" pour les pays membres, les producteurs de pétrole en général et les consommateurs qui dépendent d'une offre économique, lit-on dans la préface de document. A signaler que le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Opep a terminé la semaine à 23,01 dollars, selon les données de l'Organisation publiées lundi sur son site web. L'ORB avait chuté jeudi dernier à 18,91 dollars, précise la même source. Pour rappel, l'accord de réduction de la production de 1,7 million de baril par jour, convenu en décembre dernier entre l'OPEP et ses alliés a expiré le 31 mars dernier. Lors des dernières réunions de l'Organisation, les participants, dont la Russie étaient d'accord pour la prolongation de cet accord mais la proposition portant sur une nouvelle baisse de 1,5 million de baril par jour a fait que ces réunions se terminent sans consensus.

PANDÉMIE - ENTREPRISES
Hausse prévue de 25% des défaillances d'entreprises dans le monde (Coface)

Les défaillances d'entreprise devraient bondir de 25% cette année à travers le monde à cause de la récession économique liée à la pandémie de coronavirus, selon un baromètre publié lundi par l'assureur-crédit Coface. "Le risque de crédit des entreprises sera en très forte hausse et ce, même si l'on se place dans un scénario où l'activité économique redémarrerait graduellement dès le troisième trimestre" et ne connaîtrait pas de deuxième vague épidémique, souligne cette étude.

Ces défaillances devraient exploser aux Etats-Unis (+39%) et au Royaume-Uni (+33%) mais aussi augmenter fortement en France (+15%), en Italie (+18%), en Espagne (+22%) et, de façon un peu moins marquée, en Allemagne (+11%). "Dans certains pays, les défaillances d'entreprise réagissent beaucoup plus rapidement et beaucoup plus fortement que dans d'autres à une même variation de l'activité économique" a relevé Julien Marcilly, le chef économiste de la Coface, lors d'une conférence de presse en ligne. "Cela peut paraître paradoxal de voir les défaillances plus élevées aux Etats-Unis qu'en Europe alors que la récession devrait y être moins marquée" mais aux Etats-Unis, "le secteur des services a davantage de petites structures fragiles avec une rentabilité assez faible", explique-t-il.

"Il y a aussi sans doute moins de stabilisateurs automatiques (prestations sociales comme les dispositifs de chômage partiel, par exemple) et de coussins de sécurité pour les entreprises que dans d'autres pays". Enfin, "le choc pourrait être encore plus violent dans les économies émergentes: outre la gestion de la pandémie qui s'annonce plus difficile, ils font en effet face à la chute des cours du pétrole ainsi qu'à quatre fois plus de sorties de capitaux qu'en 2008", d'après l'assureur-crédit, qui avait prévu en janvier une hausse des défaillances au niveau mondial de seulement 2% pour cette année. Cette augmentation brutale des défaillances d'entreprises se profile sur fond de récession de l'économie mondiale, avec un produit intérieur brut (PIB) planétaire qui devrait diminuer de 1,3%, selon les prévisions de Coface. Les économies de 68 pays pourraient connaître une récession, contre 11 seulement l'an dernier. L'assureur-crédit entretient aussi une contraction du commerce mondial en volume pour la deuxième année de suite, mais qui devrait être beaucoup plus forte (-4,3%) que l'an passé (-0,4%).

Mais "on est dans une situation atypique où ce ne sont pas nécessairement les économies industrialisées qui échangent le plus à l'international qui vont être les plus pénalisées, mais celles dont l'économie interne va être grippée pendant un temps très long", d'après M. Marcilly.

RUSSIE - ARABIE SAOUDITE

Moscou et Ryad "très, très proches" d'un accord de réduction de la production

L'Arabie saoudite et la Russie sont "très, très proches" d'un accord sur une réduction de la production de pétrole afin de compenser la chute de la demande, a déclaré lundi Kirill Dmitriev président du Fonds souverain russe à la chaîne américaine CNBC.

"Je pense que le marché tout entier comprend que cet accord est important et qu'il amènera beaucoup de stabilité, une stabilité tellement importante pour le marché, et nous en sommes très proches", a déclaré

M.Dmitriev, qui est également l'un des négociateurs russes. L'Opep et ses alliés cherchent à conclure un accord sur une baisse de production équivalant à 10% de la demande globale, a-t-on appris la semaine dernière de source proche de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Une réunion de l'"Opep+", groupe informel réunissant les pays membres de l'Organisation et d'autres grands producteurs non membres, dont la Russie, était prévue lundi.

Elle a été repoussée à jeudi prochain.

"C'est peut-être mieux que la réunion ait été repoussée afin que les producteurs s'entendent sur un compromis avant les discussions de jeudi", a déclaré Harry Tchilinguirian, analyste chez BNP Paribas.

Par ailleurs, selon un haut responsable russe, les ministres de l'Energie des pays du G20 et des représentants d'organisations internationales auront vendredi une réunion par visioconférence dans le cadre des

efforts visant à impliquer les Etats-Unis dans un nouvel accord de réduction de l'offre de pétrole.

Une source américaine rapportait vendredi, à l'issue d'une réunion à la Maison blanche avec les dirigeants des grandes compagnies pétrolières américaines, que l'administration Trump ne mène pas de négociations avec l'Arabie saoudite ou la Russie en vue d'un tel accord et souhaite au contraire que les deux pays parviennent eux-mêmes à un accord.

SOLIDARITÉ Des kits alimentaires pour 200 familles nécessiteuses à Meghila (Tiaret) et 200 autres pour Tlemcen

Quelque 200 familles nécessiteuses résidant dans des zones d'ombre de la commune de Meghila (Tiaret) ont reçu lundi des kits alimentaires dans le cadre de l'action de solidarité accompagnant les mesures préventives de lutte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, a-t-on appris du directeur de l'action sociale, Kada Benamar. D'autres actions similaires ont touché, la semaine dernière, 1.015 familles résidant dans les communes de Soughueur et Rahouia.

Mardi, une opération similaire aura lieu à Oued Lily. En application des instructions du wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi, pour la prise en charge des personnes démunies et vulnérables à travers des actions de solidarité en vue d'atténuer les conséquences des mesures préventives prises pour lutter contre la propagation du coronavirus, un programme spécial a été élaboré pour la distribution de kits alimentaires aux familles nécessiteuses résidant dans les zones d'ombre des communes de la wilaya.

Ces aides, a précisé M. Benamar, ont été réunies grâce aux dons des bienfaiteurs, du mouvement associatif et sont distribués par des comités de quartiers et des notables formés en comités locaux. A Tlemcen, l'Association pour l'investissement intellectuel et les dons humanitaires de la wilaya de Tlemcen a distribué lundi 300 aides aux familles nécessiteuses dans les zones reculées, a indiqué le président de l'association Benrar Bouazza Akram.

Les aides, à savoir divers légumes et des denrées alimentaires de large consommation, sont distribuées aux familles nécessiteuses ainsi qu'à des personnes touchées par les répercussions de la pandémie du coronavirus, en raison de la cessation de leurs activités dans les villages de Sahb, Dar Benmaamar, Merchiche, "Ghar Boumaaza", Ouled Bounouar et Ain Ghoraba dans les communes de Terny, Beni Hediel et Ain Ghoraba. Cet élan de solidarité a été concrétisé en coordination avec les bienfaiteurs, l'association s'étant déplacée chez eux pour recueillir de l'aide et des dons, a-t-on indiqué de même source. D'autre part, la même association lancera une opération de confection de vêtements de protection en faveur du personnel du secteur de la santé au début de la semaine prochaine, en coordination avec la direction de wilaya de la formation professionnelle, ainsi que des donateurs qui ont fait don du tissu pour ce type de fournitures de protection.

Elle a en outre récemment distribué 2.000 flacons d'antiseptiques alcoolisés aux services de la wilaya et des hôpitaux et organisé des sorties sur le terrain dans des zones reculées pour sensibiliser aux risques de ce virus et aux moyens de le prévenir, a indiqué la même source.

SÉTIF - SOLIDARITÉ Une caravane de solidarité pour la wilaya de Blida

Une caravane de solidarité acheminant des denrées alimentaires, des produits pharmaceutiques et d'hygiène s'est ébranlée lundi de Sétif vers la wilaya de Blida, dans le cadre du renforcement des efforts de lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus.

Cette caravane, dont le lancement a été supervisé par le chef de l'exécutif local, Mohamed Belkateb au complexe sportif du "8 mai 1945", est constituée de 10 poids lourds chargés de 300 tonnes de produits alimentaires de large consommation et de produits sanitaires.

Cette action humanitaire qui s'inscrit dans le cadre des initiatives de solidarité à l'égard des wilayas touchées par la pandémie du Coronavirus, a enregistré la contribution d'agriculteurs, de commerçants, d'associations locales et autres bienfaiteurs. Le wali a déclaré à cette occasion que ces aides destinées aux habitants de la wilaya de Blida renseignent de l'esprit de solidarité qui anime la population algérienne et renforcent l'unité nationale dans ce contexte exceptionnel de

EXTENSION DU CONFINEMENT Oran respecte les nouvelles mesures

Les consignes en matière de déplacement dans la wilaya d'Oran suite à l'élargissement des horaires de confinement partiel de 15 heures jusqu'à 07 heures du matin ont été largement respectées, ont constaté dimanche sur le terrain des journalistes de l'APS.

Seuls les automobilistes disposant d'autorisations circulaient durant ce créneau horaire. D'autres, pour des cas de force majeure, de causes justifiables ou pris par le temps, n'ont pas échappé à la vigilance des policiers chargés de faire respecter les consignes prises pour juguler le Coronavirus.

C'est le cas de ce jeune conducteur, intercepté par un barrage de contrôle au niveau du boulevard de l'ANP à Haï Oussama. Il ne disposait pas du document lui permettant de circuler après 15 heures.

Il a expliqué aux policiers qu'il venait de rendre visite à son père, hospitalisé au Centre anti-cancer Emir Abdelkader, à Haï Bouamama, à l'ouest d'Oran et qu'il est sorti en retard de l'hôpital, d'où sa difficulté à respecter cette mesure de prévention.

"Il est vrai que pour le bien de tous, ces consignes doivent être respectées.

Pour moi, c'est un cas de force majeure, Allah Ghaleb", a-t-il avoué aux éléments de la sûreté de wilaya.

Certaines personnes imprudentes et inconscientes font fi de ces consignes pour des motifs futiles comme sortir pour respirer l'air, profiter d'une circulation réduite pour se balader. Elles ont très vite déchanté. Les policiers se sont



montrés intransigeants. Les fautifs sont verbalisés pour non respect de confinement. "Il s'agit de conducteurs non munis d'une autorisation pour justifier leur déplacement durant les heures de confinement. Nos éléments se sont déployés en plusieurs endroits d'accès à la ville d'Oran pour veiller au respect des nouvelles mesures de confinement", a expliqué l'officier de police Touati, adjoint du responsable de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Les contrevenants verbalisés

"En plus du retrait de permis de conduire et de la carte grise du véhicule, ces personnes seront verbalisées.

Elles devront se présenter au niveau du bureau de transport et de la circulation de la sûreté de la wilaya pour régulariser leur situation", a ajouté l'officier de police, tout en rappelant les dispositions des décrets exécutifs 20-69, 20-70 et 20-72 relatifs aux dispositifs organisationnels initiés dans le cadre des mesures préventives et de lutte contre la propagation du coronavirus.

Contrôlée au niveau d'un autre barrage, une aide pharmacienne, de retour chez un malade handicapé, s'est dite satisfaite par cette mesure stricte de confinement pour dissuader les gens à rester chez eux.

"Il y va de la santé et de la vie des autres", soutient un chef d'entreprise qui assurait lui-

même le transport de quelques-uns de ses travailleurs. Il était en règle. Aux policiers en faction au rond-point d'El Bahia, à l'entrée d'Oran, il a présenté le document exigé pour justifier tout déplacement durant la période de confinement.

Au niveau du rond-point de Bir El Djir, au carrefour de la RN 1 reliant Oran à Mostaganem, le même dispositif de surveillance a été mis en place. Ailleurs, dans les différents quartiers d'Oran, les rues étaient quasiment désertes. Même au niveau des cités urbaines à forte densité de la population, aucun regroupement de personnes - des jeunes du quartier en général - n'a été signalé. Les rares réfractaires sont invités à rentrer chez-eux. Très tôt, Oran plonge dans le confinement. Les rues et places commerçantes ont perdu très vite leur animation habituelle. Les commerces avaient baissé rideau. Les rares passants et automobilistes se pressent d'effectuer leurs derniers achats pour regagner ensuite leur domicile avant même 15 heures. Peu de temps après, une chape de silence s'abat sur la ville. Le confinement partiel a débuté pour la seconde journée consécutive. Il sera en vigueur jusqu'au 19 avril courant.

PREMIER JOUR DU PROLONGEMENT DES HORAIRES DE CONFINEMENT À SÉTIF Passage réussi du test de citoyenneté

Les habitants de Sétif ont fait montre dimanche d'une observation quasi-totale de la mesure de prolongement des horaires de confinement de 15H00 à 07H00 au premier jour de l'entrée en vigueur de cette mesure de prévention de la propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus. Les centaines de jeunes qui avaient pris avec une certaine légèreté les dispositions préventives de confinement partiel à domicile qui était de 19H00 à 07H00 en se regroupant aux entrées des immeubles et sur les bordures des magasins semblent ainsi avoir compris que "la situation tendait vers le pire".

Beaucoup d'entre eux considèrent désormais que le confinement à domicile constitue une nécessité absolue pour faire barrage à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) et éviter leur propre contamination et celles de leurs proches. A 15H00 sonnante, le centre-ville de Sétif, depuis l'avenue de l'ALN au centre commercial Park Mall qui fourmille d'habitude de piétons mais aussi d'automobiles en temps de froid comme en été, était déserté à l'exception de quelques rares voitures de retardataires roulant à toute allure dans une course contre la montre pour rentrer chez eux.

Quelques minutes après, la ville est plongée dans un silence "horrible", comme l'attestent certains, comme si ses habitants s'étaient entièrement préparés pour appliquer à la lettre cette mesure préventive. Dans la banlieue Est de la ville, la même sérénité silencieuse a régné à l'exception du maintien en service de quelques pharmacies dans les cités "Les tours", "400 logements", "1.014 logements" et à celle mitoyenne de la grande mosquée Abou Obeïda Ibn El Djerah.

Pour Salem, habitant de la ville, la décision des autorités supérieures du pays de prolonger de 12 à 16 heures le confinement obligatoire à domicile dans plusieurs wilayas dont Sétif est venue en réponse à la gravité de la situation pour préserver la santé des citoyens et leurs vies face à cette pandémie.

"Cette mesure est bien avisée dans le combat contre la propagation du Covid-19 dans la wilaya qui a déjà enregistré plusieurs cas confirmés d'infection et plusieurs décès", a estimé Salem, agent paramédical de son état au centre hospitalo-universitaire Mohamed Abdennour Saâda. Dans la ville d'El Eulma (15 km à l'Est de Sétif), des bénévoles en coordination avec les services techniques de la commune ont saisi l'opportunité du

confinement pour mener une opération de pulvérisation du produit désinfectant sur la place de la Révolution et le long des avenues de la cité. Ces derniers ont exprimé leur satisfaction quant au degré d'adhésion des citoyens à cette décision de prolongement des horaires de confinement qu'ils ont qualifié "d'ultime solution" pour endiguer la propagation du virus et par ricochet la contamination par le Covid-19. Ils ont également invité les services techniques des communes et les associations à saisir cette période pour les actions de désinfection.

Une forte présence des éléments de la sûreté nationale veillant au strict respect de la mesure de confinement a été constatée. "Cette mesure est davantage préventive que répressive", a considéré le commissaire de police Abdelwahad Aissani, chargé de communication à la sûreté de wilaya. Le taux de réponse des citoyens à cette disposition est "très acceptable", a affirmé cet officier qui a précisé que les patrouilles de la police ont sillonné les quartiers et cités de la wilaya pour sensibiliser les citoyens à l'impérative application de cette mesure, dimanche étant le premier jour de son entrée en vigueur. Tous les moyens sont mobilisés pour veiller à la mise en application du confinement sur le territoire de la wilaya, a assuré le commissaire de police, a vanté d'affirmer que les services de sûreté seront "compréhensifs" envers les cas exceptionnels. Le commissaire de police Aissani a invité les citoyens de la wilaya à organiser leurs déplacements et achats notamment de médicaments avant les horaires quotidiens du confinement, estimant que l'implication des citoyens dans la mise en œuvre de ce dispositif est "fondamentale pour son efficacité et pour que le pays puisse dépasser cette crise avec le moins de pertes possibles".



crise sanitaire. Pour rappel, le conseil de Soubel El Kheirat de la mosquée Hamza Ben Abd El Moutalib de la commune d'Ain Azel (50 km au Sud de Sétif), avait récemment expédié 12 tonnes de produits de nettoyage aux habitants de la wilaya de Blida dans le cadre des opérations de solidarité qu'il a initiées dès l'apparition des premiers cas de Covid19.

ENVIRONNEMENT - CLIMAT

Le mois de mars 2020 parmi les plus chauds jamais enregistrés

Les températures au mois de mars écoulé dans le monde ont été du même ordre qu'en 2017 et 2019, qui figurent parmi les mois de mars les plus chauds jamais enregistrés derrière le record de mars 2016, selon le service européen Copernicus sur le changement climatique.

"Les températures globales ont été au même niveau qu'en 2017 et 2019, soit les deuxième et troisième mois de mars les plus chauds", a indiqué lundi Copernicus dans un communiqué.

En Europe, si les températures ont été proches ou juste en-dessous des moyennes enregistrées entre 1981 et 2010 dans l'ouest, elles ont été "bien supérieures autour de la mer Baltique et à l'Est". Elles ont aussi été bien au-dessus des moyennes "dans une grande partie de la Russie et de nombreuses régions en Asie, dans l'est et l'ouest des Etats-Unis, au Mexique, dans le sud de l'Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans l'ouest de l'Australie", détaille Copernicus.

En revanche, il a fait plus froid dans le nord et l'ouest canadien, au Groënland, dans l'archipel du Svalbard en Norvège et dans l'est de l'Antarctique.



CORONAVIRUS

Le COVID-19 n'est pas un "avantage" pour le climat, selon la directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

La directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Inger Andersen, a indiqué que les émissions de gaz à effet de serre étaient en baisse et que la qualité de l'air avait augmenté suite aux mesures prises par les gouvernements pour lutter contre la pandémie de COVID-19, mais a également mis en garde contre la tentation de considérer ce phénomène comme "une aubaine pour l'environnement".

"Alors même que nous passons d'une logique de 'mesures de guerre' à une volonté de 'reconstruire en mieux', nous devons prendre en compte les signaux environnementaux et comprendre ce qu'ils signifient pour notre avenir et notre bien-être, car le COVID-19 n'est en aucun cas un 'avantage' pour l'environnement", a déclaré Mme Andersen, citée dimanche par UN News.

S'exprimant sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 qui déferle en ce moment sur le monde, Mme Andersen a déclaré que l'épidémie aurait "des conséquences écono-

miques et sociales profondes et durables dans le monde entier".

"Les effets visibles et positifs (de l'épidémie) - que ce soit l'amélioration de la qualité de l'air ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre - ne sont que temporaires, car ils surviennent à la suite d'un ralentissement économique et de souffrances humaines tragiques", a-t-elle averti.

"La pandémie se traduira également par une augmentation de la quantité de déchets médicaux et dangereux générés.

Ce n'est un modèle de réponse environnementale viable pour personne, surtout pas pour les environnementalistes.

De fait, l'Institut d'océanographie Scripps a souligné que l'utilisation des combustibles fossiles devrait diminuer d'environ 10 %, et être maintenu pendant un an dans le monde entier, pour avoir un impact visible sur les niveaux de dioxyde de carbone", a déclaré Mme Andersen.

"Toute évolution environnementale positive qui surviendrait dans le sillage

de cette horrible pandémie devra donc être liée à une évolution de nos habitudes de production et de consommation en direction de quelque chose de plus propre et de plus écologique", a-t-elle affirmé.

"Seuls des changements systémiques à long terme permettront d'infléchir l'évolution des niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Au lendemain de la crise, lorsque des plans de relance économique liés à des projets d'infrastructure seront conçus, il existera une réelle opportunité d'aller dans ce sens, notamment au moyen d'investissements écologiques dans les énergies renouvelables, les bâtiments intelligents, les transports publics verts...

", a souligné Mme Andersen.

"Un des piliers essentiels de notre plan de relance post-COVID devra être de mettre en place un programme ambitieux, quantifiable et inclusif, dans la mesure où préserver une nature riche, diversifiée et florissante fait partie intégrante de notre survie", a noté la directrice du PNUE.

SLOVAQUIE - JUSTICE
23 ans de réclusion pour l'assassin d'un journaliste

L'assassin du journaliste d'investigations slovaque Jan Kuciak a été condamné lundi à 23 ans de prison, une peine légèrement réduite par rapport aux réquisitions, en raison de sa collaboration avec la justice.

Ancien soldat, Miroslav Marcek a avoué avoir tué par balle en 2018 Kuciak et sa fiancée Martina Kusniarova, lors d'une exécution de type mafieux.

Un riche homme d'affaires, Marian Kocner, ayant des relations dans le parti au pouvoir à l'époque, est accusé d'en avoir été le commanditaire. Le journaliste assassiné avait enquêté sur ses activités. "La Cour a souhaité que le verdict montre qu'il est important de passer aux aveux et de contribuer à exposer non seulement des crimes violents, mais aussi la corruption", a dit la juge Ruzena Sabova, citée par le portail d'information actuality.sk pour lequel Kuciak avait travaillé. Le double meurtre avait provoqué une vague de manifestations qui ont chassé de son poste le Premier ministre social-démocrate Robert Fico et ouvert la voie à la victoire électorale du parti anticorruption OLaNO d'Igor Matovic en février dernier. Marian Kocner a plaidé non coupable. Son procès doit reprendre en avril. Miroslav Marcek a été condamné aussi à verser 140.000 euros aux parents de Kuciak et 70.000 euros à la famille de sa fiancée.

L'accusation, qui avait demandé pour lui 25 ans de réclusion, a fait appel et la sentence finale appartiendra à la Cour Suprême.

ONU - LIBYE - MIGRATIONS
Le HCR porte secours à 68 migrants clandestins au large des côtes libyennes

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré lundi avoir secouru 68 clandestins au large des côtes libyennes.

"Ce matin, notre navire Alan Kurdi a sauvé 68 personnes d'une embarcation en détresse.

Pendant le sauvetage, les forces libyennes nous ont interrompu et tiré des coups de feu en l'air.

Beaucoup de gens se sont jetés à l'eau.

Maintenant tout le monde est en sécurité à bord de notre navire", a tweeté le HCR.

Des milliers de migrants, principalement des Africains, choisissent de traverser clandestinement la mer Méditerranée vers l'Europe depuis la Libye, qui est en proie à l'insécurité et au chaos depuis la chute de son ancien dirigeant Mouammar El-Gadhafi en 2011.

Selon le HCR, 48.621 réfugiés et demandeurs d'asile sont actuellement enregistrés auprès de l'agence onusienne en Libye.

Le HCR a affirmé continuer de fournir protection et assistance aux réfugiés, aux demandeurs d'asile, aux Libyens déplacés de force et aux rapatriés. Le 4 avril 2019, l'Armée nationale libyenne basée dans l'est du pays a lancé une campagne militaire dans et autour de la capitale Tripoli en vue de prendre le contrôle de la ville et de renverser le Gouvernement d'union nationale rival soutenu par l'ONU.

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a recensé au moins 356 morts et 329 blessés parmi les civils depuis le début du conflit armé.

Selon la MANUL, près de 150.000 personnes à Tripoli et dans ses environs ont été contraintes de fuir leur domicile, tandis que 345.000 civils sont restés en première ligne et qu'environ 749.000 autres vivent dans des zones où se déroulent des affrontements.

AUSTRALIE - ENVIRONNEMENT

La Grande Barrière a traversé son pire épisode de blanchissement de coraux

La Grande Barrière de corail a vécu au cours de l'été austral qui vient de s'achever son plus grave épisode de blanchissement de coraux, un phénomène dû au réchauffement climatique qui menace la survie même de ce joyau australien classé au Patrimoine mondial, ont annoncé mardi des chercheurs. Le professeur Terry Hughes, de l'Université James Cook, basée à Townsville, dans l'Etat du Queensland (nord-est) a annoncé au terme d'une vaste étude conduite le mois dernier que l'ensemble qui s'étend sur 2.300 km avait en raison de températures de l'eau records connu un nouvel épisode de blanchissement, le troisième en cinq ans.

Le blanchissement est un phénomène de dépérissement qui se traduit par une

décoloration. Il est dû à la hausse de la température de l'eau, celle-ci entraînant l'expulsion des algues symbiotiques qui donnent au corail sa couleur et ses nutriments. Les récifs peuvent s'en remettre si l'eau refroidit, mais ils peuvent aussi mourir si le phénomène persiste.

"Nous avons passé en revue 1.036 récifs depuis les airs au cours de la deuxième quinzaine de mars pour mesurer l'importance et la gravité du blanchissement des coraux sur toute la Grande Barrière de corail", a déclaré M. Hughes.

"Pour la première fois, des phénomènes graves de blanchissement ont été observés dans les trois grandes régions de la Grande Barrière, le nord, le centre et d'importantes portions du secteur sud."

La température de l'eau

dans la région de la Grande Barrière a été en février la plus élevée depuis le début des relevés en 1900.

La Grande Barrière, inscrite au patrimoine de l'Humanité depuis 1981, est une importante source de revenus pour le secteur touristique australien.

L'ensemble de 345.000 kilomètres carrés avait évité de justesse en 2015 d'être placé par l'Unesco sur sa liste des sites en péril.

La Barrière est aussi menacée par les ruissellements agricoles, par le développement économique et par l'acanthaster pourpre, une étoile de mer dévoreuse de coraux. Le nord de cet écosystème avait déjà subi en 2016 et 2017 deux épisodes sans précédent de blanchissement de ses coraux et l'Australie avait revu l'an dernier les perspectives de cet

ensemble, les considérant désormais comme "très mauvaises". Le gouvernement conservateur de Scott Morrison est accusé de traîner les pieds dans la lutte contre le réchauffement climatique pour ne pas sacrifier la lucrative industrie du charbon qui emploie des milliers d'Australiens.

Le premier épisode de blanchissement des coraux avait été observé sur la Grande Barrière en 1998.

Mais la hausse continue des températures provoquée par le réchauffement climatique a augmenté la fréquence de la survenue de ce phénomène dévastateur.

Morgan Pratchett, professeur à l'Université James Cook, a précisé qu'après ces reconnaissances aériennes, des études sous-marines seraient conduites pour évaluer la santé des récifs.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

UNIVERSITÉ DE CHLEF Equiper d'un laboratoire pour les analyses de dépistage du Covid-19

Un groupe de professeurs en biologie de l'Université Hassiba Benbouali de Chlef, a lancé, de concert avec des médecins en maladies infectieuses, une opération d'équipement d'un laboratoire pour la réalisation d'analyses de dépistage du Covid-19, a-t-on appris, lundi, auprès des promoteurs de cette initiative. "Il s'agit de l'aménagement et d'équipement d'un laboratoire pour la réalisation d'analyses de dépistage du Covid-19, dont une demande d'homologation a été présentée, à l'Institut Pasteur d'Alger, en vue de sa mise en service", a indiqué à l'APS, Mohamed Sbahia, directeur du laboratoire de Biologie moléculaire, génomique et bioinformatique, relevant du département de Biologie.

Selon le responsable, un groupe de l'Institut Pasteur "est attendu, après demain mercredi, pour effectuer un contrôle des équipements de ce laboratoire, et faire le constat de leur conformité aux normes en vigueur, parallèlement à l'accompagnement du staff (enseignants, étudiants en doctorat et médecins) en charge de cette opération", a-t-il souligné. Ajoutant que cette initiative est le "fruit" d'une coordination entre les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Santé, ayant permis, a-t-il dit, l'aménagement de ce laboratoire et sa dotation avec des équipements fournis par l'université d'Oran, outre du matériel médical issu de différents hôpitaux locaux. Le groupe de chercheurs en charge de ce projet compte 21 éléments", a-t-il précisé. "Notre action a été inspirée par l'initiative prise par nombre d'universités nationales, qui se sont dotées de laboratoires pour les analyses de dépistage du Covid-19, officiellement homologués par l'Institut Pasteur, ceci d'autant plus que la wilaya de Chlef dispose des compétences humaines nécessaires pour cette opération", a expliqué M. Sbahia.

Ce laboratoire est doté d'une capacité théorique de réalisation de 96 analyses toutes les quatre heures, équivalent à près de 300 analyses/jour, est-il signalé de même source.

Cette initiative s'inscrit au titre des efforts de développement du secteur local de la santé, "tout en contribuant à l'encouragement des compétences locales et leur mobilisation dans l'éradication de cette épidémie", a estimé le chargé de la communication à la direction de la santé, Nouis Zakaria.

Selon le dernier recensement du ministère de la Santé, de la Population, et de la Réforme hospitalière, la wilaya de Chlef compte 18 cas confirmés de Covid-19.

Elle est soumise depuis la nuit d'hier dimanche à un confinement partiel (fixé entre 19h00 et 7h00).

INDUSTRIE - PANDÉMIE Le Groupe Saidal se lance dans la production du gel hydro-alcoolique

Le Groupe pharmaceutique SAIDAL, s'est lancé pour la première fois dans la production du gel hydro-alcoolique, un produit fortement demandé sur le marché dans le contexte de la pandémie du Coronavirus, a annoncé la société publique.

Fabriqué pour la première fois par la société, ce produit est contrôlé, enregistré et recommandé pour la prévention de la contamination par le Coronavirus, a précisé la même source. SAIDAL a souligné qu'une première quantité de 20.000 flacons d'un (01) litre, a été déjà produite et distribuée gratuitement à la Pharmacie centrale des hôpitaux et aux institutions publiques. Le groupe fabriquera, dans une deuxième phase, d'autres formats de 100 ml et 200 ml, a-t-il annoncé, promettant qu'ils seront mis dans les prochains jours au niveau des centres de distribution de SAIDAL.

Elargissement de l'utilisation de la Chloroquine aux malades asymptomatiques à l'EHU d'Oran

L'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) "1er novembre" d'Oran qui utilise la Chloroquine depuis une dizaine de jours pour le traitement des cas de coronavirus a opté pour élargir ce protocole aux malades asymptomatiques, a-t-on appris de son directeur Mohamed Mansouri.

Le protocole de traitement à la chloroquine, a-t-il affirmé dans un entretien avec l'APS, "commence à donner des résultats sur les patients de l'EHU d'Oran avec un cas complètement guéri. Une femme vient d'être testée négative après le traitement", a-t-il indiqué. L'élargissement du traitement à la Chloroquine aux patients qui ne présentent pas de symptômes vise, selon lui, à éviter d'éventuelles complications et aggravations des cas et la baisse plus rapide de la charge virale chez les sujets positifs. S'agissant des craintes de spécialistes d'effets secondaires de ce médicament, le directeur de l'EHU a relevé avoir consulté sur le sujet des médecins internistes qui l'utilisent depuis des décennies dans le traitement de certaines maladies chroniques comme le lupus.

"Ils ont estimé que ces craintes ne sont pas fondées et qu'il faut juste s'assurer qu'il n'y a pas de pathologie cardiaque", a-t-il souligné. La Chloroquine reste, toutefois, un médicament réservé à une utilisation hospitalière et ne doit être en aucun cas auto-administrée, a-t-il prévenu.



La commune de Gué de Constantine lance le service "Allô docteur" au profit de ses habitants

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Gué de Constantine a annoncé dimanche le lancement du service "Allô docteur" qui permet aux habitants de cette collectivité de bénéficier de téléconsultations, et atténuer ainsi la pression que subissent les hôpitaux suite à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

Un groupe de médecins et d'infirmiers résidant dans la commune ont créé une cellule médicale dans le cadre de la cellule de crise installée au niveau local, dont le lancement du service "Allô docteur" qui a reçu ses premiers appels téléphoniques, samedi soir, pour donner des conseils et des orientations aux malades, a déclaré M. Khelil Djelal qui présentait le bilan d'action de son administration locale dans

le cadre du plan de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus. Cette cellule est composée de médecins, toutes spécialités confondues, et d'infirmiers bénévoles résidant dans la commune de Gué de Constantine, a précisé le responsable, indiquant que des ambulances ont été mises à leur disposition pour transférer les malades habitant la commune ne vers les polycliniques, ce qui permet de réduire la pression sur les grands hôpitaux.

A son tour, le chargé de communication au sein de la Commission de la santé, a affirmé que le service "Allô Docteur" est destiné essentiellement aux malades diabétiques, asthmatiques, hypertendus, et tend à prendre en charge les problèmes de santé auxquels les citoyens pour-

raient être exposés, pendant le confinement décrété par les Pouvoirs publics.

Le but des personnes en charge de ce service n'est pas de donner des prescriptions médicales, mais de contribuer à l'orientation, à l'intervention à domicile, au transport sanitaire et à l'apaisement des peurs et angoisses qui saisissent les citoyens en raison de la pandémie du Covid-19.

Pour cette opération, première du genre dans la wilaya Alger, trois numéros de téléphone ont été mis à disposition, dont un pour les renseignements : 0792990571, et deux autres pour les urgences : 0782030168 et 0776737904, opérationnels pendant les heures de confinement seulement, lit-on sur leur page Facebook.

M. Khelil Djelal a indiqué,

d'autre part, que l'opération de désinfection et de stérilisation des différents quartiers de la commune se poursuivait en fonction des moyens limités dont dispose la municipalité, à savoir, seulement deux camions citernes et 80 agents d'entretien, ce qui est, a-t-il ajouté, peu au vu de la superficie de 14 km² et de sa forte densité démographique.

Pour y remédier, la commune a fait appel à des initiatives individuelles de certains citoyens qui contribuent avec leurs propres engins, ou à travers des campagnes de nettoyage et de désinfection au niveau de leurs immeubles, outre la Gendarmerie nationale qui a mobilisé, pour sa part, des citernes supplémentaires pour couvrir les besoins des quartiers et espaces communs pour la désinfection.

CONFINEMENT À BLIDA

Les médecins privés ont suspendu leurs activités à cause du manque de moyens de protection

Le président du Conseil régional de déontologie médicale de Blida, soumise, depuis le 24 mars dernier, à un confinement total pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a imputé la suspension d'activité d'une majorité des médecins privés de la wilaya, à un "manque de moyens de protection". "Les médecins privés de la wilaya ont été contraints de fermer leurs cabinets à cause de l'épuisement de leur stock de moyens de protection contre ce virus contagieux", à l'origine, à ce jour, de la mort de plus de 150 personnes en Algérie, selon le dernier bilan, a indiqué Dr Yacine Turkmane, dans un communiqué émis par le Conseil

régional de déontologie médicale de Blida. Il a fait part, au titre des actions visant à remédier à cette situation, de la "mise en place d'une commission englobant des médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes, et des représentants de la direction de la santé, en charge de coordonner l'action avec le ministère de tutelle, pour fournir différents moyens de protection et de prévention, aux médecins privés, en cette situation sanitaire exceptionnelle traversée par le pays", est-il signalé. La décision de fermeture prise par les médecins privés de la wilaya a suscité la grogne de la population locale, qui l'a qualifiée d'"irresponsable", au vu de la crise sanitaire traversée

par le pays. Sachant que de nombreux médecins privés ont ouvert des comptes sur face book pour donner des consultations et conseils aux malades, en mettant à disposition leurs numéros de téléphone. A noter qu'une première commande des moyens de protection contre la pandémie du coronavirus, faite par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), est arrivée, hier dimanche, à l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger, en provenance de la ville de Shanghai en Chine.

Cette première commande est composée de 8,5 millions de masques chirurgicaux type 3 plis et 100.000 masques filtres de type FFP2".

DÉPISTAGE MÉDÉA

Projet d'un laboratoire de dépistage du Covid-19

La direction de la santé de la wilaya de Médéa compte ouvrir prochainement un laboratoire de dépistage du Covid-19, dès l'aval de l'Institut Pasteur d'Alger, pour assurer la prise en charge locale des tests effectués actuellement au niveau de l'Institut Pasteur d'Alger, a indiqué le responsable du secteur.

Lors d'une émission dif-

fusée samedi soir sur les ondes de Radio Titteri, le directeur local de la santé, Mohamed Cheggouri a souligné qu'une demande a été introduite, depuis deux jours, auprès de l'Institut Pasteur d'Alger (IPA) pour étudier la possibilité de l'ouverture d'un laboratoire de dépistage du Covid-19, et que ses services attendent l'aval de l'IPA pour procéder

à l'ouverture de cette structure. Des dispositions ont été déjà prises, en collaboration entre le secteur sanitaire de Médéa, un laboratoire d'analyses médicales privé et l'université Yahaia Fares de Médéa, pour mobiliser les équipements et les moyens indispensables au fonctionnement de ce type de structure, a expliqué Cheggouri. L'ouverture de

ce laboratoire de dépistage devrait, selon ce responsable, réduire, d'une part, la pression qui s'exerce sur l'Institut Pasteur d'Alger, réinstalle localement un nombre plus important de tests et permettre, par conséquent, de dépister à temps qui cas suspects et les prendre en charge à temps, a-t-il conclu.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

Plus de 70.000 morts dans le monde (nouveau bilan)

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 70.009 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon les dernières statistiques.

Plus de 1.277.580 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 191 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Parmi ces cas, au moins 243.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris. L'Italie, qui a recensé son premier décès lié au coronavirus fin février, est le pays le plus touché en nombre de morts avec 15.877 décès pour 128.948 cas.

21.815 personnes sont considérées comme guéries par les autorités italiennes.

Après l'Italie, les pays les plus touchés sont l'Espagne avec 13.055 morts pour 135.032 cas, les Etats-Unis avec 9.648 morts (337.646 cas), la France avec 8.078 morts (92.839 cas), et le Royaume-Uni avec 4.934 morts (47.806 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où



l'épidémie a débuté fin décembre, a dénombré au total 81.708 cas (39 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 3.331 décès (2 nouveaux), et 77.078 guérisons. En nombre de cas, les Etats-Unis sont le pays le plus touché, avec 337.646 contami nations officiellement recensées, dont 9.648 décès et 17.578 guéris. L'Europe totalisait lundi

à 11h00 GMT 50.215 décès pour 676.462 cas, les Etats-Unis et le Canada 9.955 décès (353.159 cas), l'Asie 4.239 décès (119.955 cas), le Moyen-Orient 3.933 décès (78.563 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 1.178 décès (33362 cas), l'Afrique 444 décès (9.263 cas), et l'Océanie 45 décès (6.821 cas).

CHINE

Aucun décès pour la première fois depuis le début de l'épidémie

La Chine n'a recensé aucun nouveau décès du Covid-19 au cours des dernières 24 heures, ont annoncé mardi les autorités, trois mois après le premier mort enregistré dans ce pays. Pékin, où le nouveau coronavirus est apparu fin 2019, avait fait état d'un premier décès le 11 janvier dernier. Depuis, 3.331 personnes ont succombé à la maladie dans le pays. Après avoir dépassé la centaine courant février, le nombre quotidien de nouveau décès s'est régulièrement réduit depuis pour tomber à un seul mort annoncé lundi par le ministère de la Santé, puis zéro mardi. Les nouveaux cas de contamination diminuent aussi constamment depuis début mars, mais le pays est confronté à une deuxième vague d'infections importées de l'étranger, avec près d'un millier de cas cumulés, selon le ministère. L'organisme a fait état mardi de 32 nouveaux cas de contamination, tous d'origine importée. Les autorités ont aussi dénombré 30 nouveaux patients asymptomatiques, portant le total à 1.033. La grande majorité des cas et des décès ont été enregistrés à Wuhan, la ville du centre du pays où le virus a fait son apparition l'an dernier avant de se répandre dans le monde entier, tuant plus de 70.000 personnes.

Mise en quarantaine le 23 janvier, la ville doit lever ses mesures de confinement mercredi, les personnes en bonne santé étant en principe autorisées à quitter la métropole de 11 millions d'habitants.

La Russie développe un test de dépistage express

Les autorités russes ont annoncé lundi la mise au point d'un test capable de dépister en 40 minutes une infection au nouveau coronavirus avec un équipement de laboratoire standard, selon une méthode d'analyse encore peu utilisée. Selon un communiqué publié par le ministère de l'Industrie, ces tests ont été mis au point par la société pharmaceutique russe Generium et développés par le consortium d'entreprises médicales spécialisées "Union médico-biologique". Elles revendiquent un précision "de plus de 94%". L'agence publique TASS, citant Generium, a indiqué que 16 régions russes ont été approvisionnées, et que d'ici la fin de la semaine de "80 à 90%" d'entre elles le seront, sans pour autant préciser le nombre fourni.

Ce test "détecte l'ARN du coronavirus grâce à une amplification isotherme médiée par les boucles", selon le ministère. "L'utilisation de ce kit de dépistage augmentera de plusieurs fois la productivité des laboratoires et la probabilité de détecter une infection virale", affirme-t-il.

"Grâce à la procédure simplifiée de préparation des échantillons et la réduction du nombre d'étapes nécessaires à l'analyse, le temps de détection des agents pathogènes est inférieur à une heure", a précisé le chercheur Andrei Ivanov de l'Académie russe des sciences, cité dans le communiqué. La technique de dépistage actuellement utilisée dans la plupart des pays du monde est celle dite RT-PCR, soit une méthode d'amplification du matériel génétique du virus. Ces tests doivent être réalisés par des laboratoires spécialisés. Les prélèvements se font par écouvillons dans le nez, et offrent des résultats en quelques heures. D'autres tests rapides sont en production en France, aux Etats-Unis, en Suisse ou encore en Allemagne et des sociétés se sont lancées sur des tests de sérologie visant à déterminer après coup si un individu a été en contact avec le virus, et s'il est immunisé. La Russie compte pour l'instant 6.343 cas de coronavirus officiellement recensés et déplore 47 morts.

ITALIE

636 nouveaux décès en 24 heures

Le bilan des morts en Italie est reparti lundi à la hausse, avec 636 décès supplémentaires en 24 heures, après deux journées consécutives de baisse, a annoncé la Protection civile.

L'Italie, pays le plus durement touché par l'épidémie de Covid-19 avec un total de 16.523 morts pour plus de 132.000 cas, avait commencé à espérer une accalmie après avoir enregistré des baisses significatives samedi et dimanche par rapport aux 766 décès de vendredi.

La Lombardie, poumon économique de la pénin-

sule, reste la région la plus touchée avec 9.202 morts pour plus de 51.000 cas, suivie de l'Emilie-Romagne, 2.108 morts pour plus de 17.000 cas.

Le nombre de malades en soins intensifs a en revanche poursuivi sa baisse pour le troisième jour consécutif, avec 79 malades en moins par rapport à dimanche pour un total de 3.898 personnes.

Au cours de sa conférence de presse quotidienne, le chef de la Protection civile Angelo Borrelli a annoncé la création d'un fonds "destiné à aider les familles des pro-

fessionnels de santé morts dans cette crise".

Plusieurs dizaines de médecins sont morts du coronavirus en Italie depuis le début de la pandémie, selon les chiffres de l'Ordre des Médecins.

Au total, 12.252 professionnels de santé ont été contaminés, selon l'Institut supérieur de la Santé.

Par ailleurs, un nombre croissant de régions italiennes sont en train d'introduire le port obligatoire d'un masque de protection, ou à défaut une écharpe couvrant le nez et la bouche, dès que l'on sort de chez soi. Après la

Lombardie, la Toscane (centre) a annoncé l'introduction de cette mesure d'ici la fin de la semaine, et l'Emilie-Romagne (centre-nord) l'envisage également.

"Nous ne pouvons pas rester enfermés à la maison éternellement, mais nous considérons que ce sacrifice doit être maintenu encore 2-3 semaines pour arrêter la propagation.

En ce qui concerne les masques, nous devons probablement nous habituer à le porter pendant les prochains mois", a déclaré pour sa part le responsable Santé de la région Lombardie, Giulio Gallera.

ETATS-UNIS

Le nombre des morts atteint 10 524

Les Etats-Unis ont franchi lundi la barre des 10.000 morts recensés du nouveau coronavirus, New York restant en première ligne de l'épidémie américaine. La pandémie a tué au total 10.524 personnes aux Etats-Unis, pour plus de 350.000 cas officiellement déclarés, selon l'université Johns Hopkins dont le comptage, actualisé en continu, fait référence. La première puissance mondiale est le troisième pays le plus endeuillé après l'Italie (16.523 morts) et l'Espagne (13.055). Mais alors que le nombre de décès enregistrés quotidiennement commence à baisser dans certains des pays d'Europe les plus touchés, les Etats-Unis n'ont pas encore atteint le pic de la crise et se préparent à vivre un moment "comme Pearl Harbor" ou les attentats du 11 septembre 2001.

Le pays relève depuis le milieu de la semaine dernière plus de 1.000 nouveaux décès quotidiens, malgré les mesures de confinement qui y ont été progressivement mises en place, Etat par Etat.

Plus de 310 millions d'Américains sont désormais soumis à des ordres de confinement, soit près de 95% de la population. L'Etat de New York constitue le principal foyer de l'épidémie

américaine, avec plus de 4.750 morts et 130.000 cas, dont plus de la moitié dans la seule ville de New York.

Un élu municipal, Mark Levine, qui représente le nord de Manhattan, a indiqué que New York pourrait avoir bientôt besoin d'enterrer temporairement ses morts de la pandémie dans un parc municipal, faute de capacités suffisantes dans les morgues.

Un plan de secours, "qui ne sera pas utilisé si le nombre de morts diminue suffisamment" dans les prochains jours, a-t-il précisé.

Le gouverneur de l'Etat a annoncé lundi prolonger jusqu'au 29 avril les mesures de confinement imposant la fermeture des écoles et de toutes les activités non essentielles. L'épidémie a des répercussions dans tout le pays.

Dans le Wisconsin, la primaire démocrate qui oppose l'ancien vice-président Joe Biden au sénateur Bernie Sanders, initialement prévue mardi, a été repoussée au 9 juin par le gouverneur de l'Etat, à cause de craintes de contagion du coronavirus.

Les autorités américaines ont prévu qu'entre 100.000 et 240.000 personnes au total pourraient mourir du Covid-19 aux Etats-Unis, selon les modèles, et en respectant les règles de

distanciation sociale.

La pandémie a fait plus de 73.000 morts dans le monde depuis l'apparition du nouveau coronavirus en décembre en Chine, selon un bilan établi par l'agence AFP à partir de sources officielles lundi à 19h00 GMT.

TURQUIE

Un virologue turc isole le virus SRAS-COV-2 pour un éventuel vaccin

Un virologue turc a réussi à isoler le SRAS-COV-2, le nouveau coronavirus, achevant ainsi avec succès, la première étape dans la production d'un éventuel vaccin contre la maladie mortelle provoquée par ce virus, Covid-19.

Le professeur Aykut Ozkul, directeur de l'Institut de biotechnologie de notre université, a réussi à isoler le virus SARS-COV-2, qui est la première étape de la production de sérum, de vaccins et de médicaments contre le coronavirus", a déclaré l'Université d'Ankara dans un message sur le réseau social Twitter, relayé par l'agence Anadolu.

Le ministre turc de l'industrie et de la Technologie, Mustafa Varank, avait fait savoir cette semaine qu'un total de 24 universités, huit centres publics de recherche et développement ainsi que des centaines de chercheurs



œuvraient à produire un vaccin contre le Covid-19. Dimanche, la Turquie a dénombré 574 morts des suites du Covid-19, avec 73 nouveaux décès signalés dans la journée, tandis que le nombre de cas confirmés a dépassé les 27.000.

APNÉE DU SOMMEIL NE LAISSEZ PAS RONFLER UNE PERSONNE CARDIAQUE

Chez les patients cardiaques, le traitement de l'apnée du sommeil réduit le risque de réadmission à l'hôpital pour un problème du cœur, déclare une nouvelle étude américaine. Mieux vaut donc prendre en charge les personnes qui ronflent.

Si vous avez déjà eu des problèmes cardiaques et que vous ronflez, cette étude pourrait bien vous concerner.

Une personne qui ronfle, et qui s'arrête parfois de respirer lorsqu'elle dort, est susceptible de souffrir d'apnée du sommeil. Or, ce trouble est associé à des problèmes d'insuffisance et de crises cardiaques.

Une étude de l'université de Pennsylvanie, à Philadelphie (États-Unis) vient de démontrer que la prise en charge de l'apnée du sommeil des patients cardiaques réduisait leur risque de ré-hospitalisation pour des problèmes de cœur.

L'étude a été menée sur 106 patients, dont 104 présentaient des symptômes d'apnée du sommeil, et avaient déjà été hospitalisés pour un infarctus du myocarde, pour une insuffisance ou encore pour une arythmie cardiaque.

80% des participants souffraient même du syndrome d'apnée obstructive du sommeil (SAOS) : le relâchement musculaire pousse la langue et le voile du palais vers le fond de la gorge, ce qui obstrue en partie le pharynx et entraîne un ronflement, voire des apnées.

Les patients ont été traités par pression obstructive continue (PPC) : ils ont porté pendant 4 heures par nuit un masque nasal délivrant une pression d'air constante pour



maintenir ouvertes les voies aériennes et empêcher ronflements et apnées.

Des résultats éloquentes

L'étude montre que le traitement par PPC pour 70% des nuits (4h par nuit minimum) a complètement éliminé le risque de réadmission à l'hôpital pour une nouvelle alerte cardiaque. En revanche, 29% des patients qui n'ont pas eu ce traitement ont de nouveau dû être hospitalisés, 30% des patients ayant mal ou trop peu utilisé le dispositif ont également subi une ré-hospitalisation.

Dans les 30 jours suivant le premier séjour à l'hôpital, aucun des patients ayant correctement observé le traitement n'y a été admis de nouveau pour un problème cardiaque. Présenté dans le Journal of Clinical Sleep Medicine, ces conclusions appellent à une prise en charge globale des patients cardiaques souffrant d'apnée du sommeil.

« Cette étude est un appel à la détection, au diagnostic et surtout au traitement de l'apnée du sommeil des patients hospitalisés pour des problèmes cardiaques, souligne le Dr. Morgenthaler, Président de l'académie américaine de médecine du sommeil.

Ce geste gagnant-gagnant améliorerait la qualité de vie du patient, ses résultats de santé et réduirait les dépenses de soins liées aux maladies cardiaques. »

DÉMANGEAISONS : COMMENT LES SOULAGER ?

Envie de se gratter, peau irritée : les démangeaisons sont parfois si vives qu'elles font perdre le sommeil. Les conseils du pharmacien pour soulager les démangeaisons. Les causes sont multiples : piqûres d'insectes ou de végétaux, sécheresse cutanée, eczéma, frottements d'un vêtement... Parfois, cosmétiques et nickel (présent dans les bijoux) peuvent aussi être responsables. Tout comme le latex, les produits ménagers ou de bricolage. Enfin, il peut s'agir d'une réaction à un médicament, à un aliment, au soleil... En appliquant une crème (jamais sur une lésion suintante). Hydratante si le grattage est lié à une sécheresse cutanée, à base d'antihistaminique ou de cortisone quand l'urticaire est limitée. Si ces traitements

ne suffisent pas, vous pouvez avaler un comprimé d'antihistaminique. Mais si la réaction est importante ou s'étend rapidement, il n'y a qu'un geste à faire : appeler un médecin.

Faut-il se méfier des crèmes à la cortisone ?
Les dermatocorticoïdes, comme l'hydrocortisone (disponible en automédication), sont de puissants anti-inflammatoires.

Il faut les utiliser pas plus de quelques jours, pas trop souvent (plusieurs fois par semaine, c'est trop) et pas sur une trop grande surface (paume de la main au maximum). Et jamais sur une plaie infectée. Mais leur efficacité est bluffante !



POURQUOI ÇA DÉMANGE ENCORE PLUS QU'AND ON SE GRATTE

Quand un bouton démange, on gratte en pensant (à tort) être soulagé. Mais le répit n'est que de courte durée. Des Américains ont trouvé le coupable de cet engrenage infernal : la sérotonine.

Scroutch, scroutch. Se gratter donne encore plus envie de se gratter... Des chercheurs de l'université de Washington croient avoir trouvé un moyen de rompre ce cercle vicieux. Pour cela ils ont levé le mystère sur ce réflexe pavlovien. Le responsable se trouve dans notre cerveau : quand nous nous grattons, notre cerveau libère de la sérotonine, ce qui intensifie la sensation d'irritation. L'équipe du Dr Zhou-Feng Chen a fait cette découverte sur

des souris. Il assure que le processus de démangeaison se passe de la même façon chez les humains.

C'est la première fois que la sérotonine, neurotransmetteur qui régule notre appétit et notre humeur, est associé à la sensation de démangeaison. Le chercheur décrit le mécanisme à l'œuvre dans l'organisme lorsqu'une inflammation nous donne envie de nous gratter : « le problème est que lorsque le cerveau obtient des signaux de douleur, il réagit en produisant de la sérotonine pour contrôler la douleur ». Le neurotransmetteur envoyé du cerveau à la moelle épinière, change en quelque sorte de canal en passant des neu-

rones qui ressentent la douleur aux cellules nerveuses qui influencent l'intensité de la démangeaison. Autrement dit, en voulant contrôler la douleur, la sérotonine aggrave la sensation de démangeaison. Pour enrayer ce processus, les Américains pensent qu'il serait possible de perturber la communication entre la sérotonine et les cellules nerveuses de la moelle épinière qui transmettent spécifiquement la démangeaison.

Pour cela, la clé serait de bloquer le récepteur 5HT_{1A}, qui active les neurones associés à la démangeaison.

L'étude est parue dans la revue scientifique Neuron.

Hypothyroïdie : la majorité des malades s'ignoraient

La thyroïde Hashimoto, la forme la plus commune d'hypothyroïdie, est la première maladie auto-immune aux États-Unis. Pourtant, de nombreux malades ignorent encore qu'ils en sont atteints car les tests ne sont pas toujours fiables.

Selon les chiffres de la société américaine de la thyroïde (American Thyroid Association), 60% des personnes souffrant d'une affection de la thyroïde aux États-Unis s'ignorent. Lundi dernier, l'institution américaine chargée de faire des recommandations en termes de prévention (US Preventive Services Task Force) a indiqué que « les preuves actuelles sont insuffisantes » pour évaluer le dépistage aux personnes qui ne présentent pas les symptômes de l'hypothyroïdie. Pourtant, cet avis n'est pas partagé par toute la communauté scientifique. Pour Richard Shames, endocrinologue et auteur d'un livre sur les troubles de la thyroïde, « ce n'est pas forcément un avis à suivre pour l'ensemble des personnes à surveiller. L'hypothyroïdie est l'un des maux les plus répandus aux États-Unis et c'est une maladie qui présente des symptômes extrêmement variés ».

Par ailleurs, Kent Holtorf, médecin président de l'Académie de l'hypothyroïdie est formel : « Il est évident que les tests que nous utilisons ne détectent pas la plupart des cas d'hypothyroïdie et que de nombreuses personnes ne bénéficient pas des traitements appropriés ». Selon lui, le test standard qui consiste en une prise de sang pour doser le taux de TSH (hormones thyroïdiennes) est insuffisant car cette prise de sang passerait à côté de 50 à 80% des cas d'hypothyroïdie.

Selon la Société américaine de la thyroïde, la TSH doit être comprise entre 0 et 3,5 (et entre 0 et 5 en cas de cholestérol car l'hypothyroïdie augmente le taux de cholestérol). Or, dans notre pays, hors les grands services d'endocrinologie, la norme retenue par la plupart des laboratoires se situe entre 0,5 et 4,5. C'est ainsi que de nombreux Français sont considérés comme « normaux » alors qu'ils sont susceptibles d'être en hypothyroïdie.

C'est pourquoi, même si le taux de TSH est normal, il est important de surveiller certains symptômes typiques de l'hypothyroïdie : fatigue chronique, prise de poids, irritabilité, problèmes digestifs, perte de cheveux...

LE RÉGIME MÉDITERRANÉEN LUTTE AUSSI CONTRE LES MALADIES RÉNALES

Selon une nouvelle étude scientifique américaine, le régime méditerranéen réduirait les risques de maladies rénales chroniques. Une nouvelle raison de l'adopter.

Composé de noix, de volailles, de fruits et de légumes agrémentés d'huile d'olive, le régime méditerranéen a déjà fait ses preuves sur la santé.

Mais en plus de réduire le risque de maladies métaboliques, de problèmes cardiaques et de cancer, ce type d'alimentation serait aussi bénéfique sur les reins, et préviendrait l'apparition de maladies rénales chroniques.

Une étude américaine publiée dans le Clinical Journal of the American Society of Nephrology révèle que plus notre alimentation est proche du régime méditerranéen, plus notre risque de maladie rénale chronique diminue.

L'équipe de recherche a analysé l'alimentation de 900 personnes, suivis sur près de 7 ans. Chaque participant recevait un score évaluant son régime : plus le score est élevé, plus l'alimentation est proche du régime méditerranéen.

Un risque réduit de 50%
Les résultats ont montré que les participants au score de 5 ou plus, les plus proches de l'alimentation méditerranéenne, avaient un risque de maladie rénale chronique réduit de 50%, par rapport à ceux ayant un score inférieur.

Le risque d'avoir un déclin rapide des fonctions rénales était également diminué de 42%.



Chaque point gagné dans le score était également associé à une baisse de 17% du risque de maladie rénale du rein. Bien que ces résultats semblent prometteurs, l'équipe de recherche précise que ce type de régime alimentaire doit être accompagné d'une activité physique régulière, et qu'il faut se rendre à l'évidence : « Il n'y a pas de pilule magique ou de nourriture

miracle ». Mais s'il n'existe pas de régime capable de guérir tous les maux, l'adoption du régime méditerranéen est sans doute un bon début sur le chemin qui mène à un mode de vie sain.

D'après la Haute Autorité de Santé, chaque année, environ 9 500 personnes débutent un traitement de suppléance pour insuffisance rénale. Au 31 décembre

2009, près de 70 000 personnes étaient traitées en France, dont 54% par dialyse et 46% par greffe de rein.

Le nombre augmente de 4% chaque année avec le vieillissement de la population, notamment chez les 75-84 ans. L'hypertension et le diabète sont les principaux responsables, et concernent un cas sur deux.

LE DIABÈTE TRIPLE LE RISQUE DE DÉVELOPPER LA TUBERCULOSE

Une nouvelle étude alerte sur le lien entre le diabète et le risque de développer la tuberculose. Un lien inquiétant vu la progression des maladies métaboliques dans le monde.

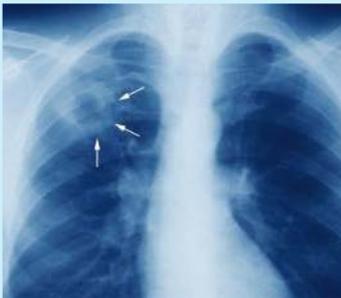
Un nouveau rapport de l'Union internationale de la tuberculose et de la World Diabetes Foundation révèle que le diabète tripletrait le risque de développer une tuberculose.

Le rapport, fondé sur l'analyse sanguine de patients atteints de tuberculose en Inde, montre que ceux-ci ont des taux de diabète supérieurs à ceux de la population générale. Ainsi, les deux organisations auteures de l'étude mettent en garde contre une co-épidémie de diabète et de tuberculose dans le monde.

« Le diabète est monté en flèche dans le monde, et devrait passer de 382 millions de cas en 2013 à 592 millions en 2035 » indique le rapport.

Nommée « La menace d'une co-épidémie de tuberculose et de diabète : un appel à l'action », l'étude prônerait que si cette corrélation est ignorée, elle pourrait remettre en cause les progrès réalisés sur la tuberculose au cours des dernières décennies.

Ménée en Inde, où la tuberculose fait encore des ravages, l'analyse a été effectuée sur 8



269 patients atteints de tuberculose et traités pour cela. Parmi eux, 98% des patients (soit 8 109 personnes) ont été estimés diabétiques, et 15% (1084 cas) ont été confirmés comme tels.

« Là où ce lien est étudié - de l'Inde à la Chine en passant par l'Afrique Orientale et les États-Unis - nous observons des taux significativement plus élevés de diabète chez les patients tuberculeux que dans la population générale, s'insurge le Docteur Anil Kapur, de

la World Diabetes Foundation. Si nous ne réagissons pas maintenant, nous allons vivre une co-épidémie, qui aura un impact sur des millions de gens, et qui minera les ressources des systèmes de santé ».

Le rapport indique qu'en Inde, malgré un programme national de lutte anti-tuberculose efficace, il est possible que l'épidémie de diabète entrave les efforts menés contre la maladie.

Un système immunitaire affaibli

Caractérisé par une hausse du niveau de sucre dans le sang (hyperglycémie), le diabète affaiblit le système immunitaire de l'organisme. C'est, selon la communauté scientifique, ce qui augmenterait potentiellement le risque de contracter la tuberculose, mais aussi d'autres maladies, d'autant que la teneur élevée en sucres dans le sang attire les germes avides de glucose. Les auteurs recommandent de mettre rapidement en place deux types de dépistage : celui de la tuberculose pour les diabétiques potentiellement exposés à la maladie par un proche, et celui du diabète pour les malades de la tuberculose.

GUINÉE

Le président promulgue la nouvelle Constitution et approuve un plan anti-coronavirus

Le président guinéen Alpha Condé a promulgué la nouvelle Constitution qu'il avait soumise à référendum fin mars à indiqué la télévision nationale lundi.

Après des mois de tensions et des dizaines de morts, M. Condé a promulgué le texte par décret lu à la télévision nationale le même jour qu'il approuvait un "plan de riposte économique" au Covid-19, doté de plus de 3.000 milliards de francs guinéens (292 millions d'euros). M. Condé, ancien opposant historique devenu premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires, a soumis le 22 mars aux Guinéens une proposition de Constitution censée, selon lui, doter son pays d'une loi fondamentale "moderne" qui, par exemple, interdit la circoncision féminine et le mariage des mineurs. M. Condé a été élu en 2010 et réélu en 2015, et le nouveau texte, comme l'ancien, limite le nombre de mandats présidentiels à deux. La proposition a recueilli près de 90% de "oui", selon la Cour constitutionnelle. Le vote a été entaché de violences meurtrières. Il s'est tenu malgré l'apparition du coronavirus dans le pays.

La Guinée a déclaré officiellement 128 cas de contamination. M. Condé a indiqué sur les réseaux sociaux avoir donné son aval à un plan censé minimiser les effets de la pandémie sur l'économie nationale et les ménages les plus défavorisés, dans un pays pauvre malgré ses ressources naturelles et sévèrement éprouvé par le passé par la fièvre Ebola.

L'Etat paiera les factures d'électricité des plus pauvres pendant trois mois, gèle les prix des médicaments et des denrées de première nécessité le temps de la pandémie, instaure la gratuité des transports publics pendant trois mois, et reporte pour trois mois les charges sociales et fiscales des entreprises du tourisme et de l'hôtellerie.

Pour financer ces mesures, le gouvernement crée un Fonds de riposte d'au moins 2,500 milliards de francs (243 millions d'euros), abondé par l'Etat et les contributions volontaires, a indiqué le Premier ministre Kassory Fofana sur les réseaux sociaux.

La crise sanitaire "aura de lourdes conséquences sur l'activité économique et sur le niveau de vie des populations", dit-il. Elle devrait faire baisser d'1% la croissance de 6% initialement prévue par le Fonds monétaire international en 2020, augmenter l'inflation et aggraver le déficit budgétaire, a-t-il prévenu.

SAHARA OCCIDENTAL

Le retard dans la désignation d'un envoyé spécial de l'ONU conduira vers un dérapage certain (diplomate sahraoui)

Le représentant du Front Polisario en Europe et dans l'Union européenne, Oubbi Bouchraya Bachir a affirmé lundi que le retard accusé par l'ONU dans la désignation d'un nouvel émissaire pour le Sahara Occidental avait créé un climat favorable pour l'occupant marocain qui persiste dans sa politique de mépris, d'entêtement et de violation de toutes les résolutions internationales et des chartes onusiennes, ce qui entrainera les choses dans la région vers un dérapage certain.

Réagissant à la tenue d'une séance du Conseil de sécurité de l'ONU prévue pour jeudi prochain, en l'absence d'un envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU dans la région, le diplomate sahraoui a affirmé dans une déclaration à l'APS que cette année le Conseil de sécurité tiendra sa séance ordinaire après "le recul flagrant du rôle de l'ONU, à l'issue de la décision du Conseil de sécurité prise en octobre 2019 relative à la prolongation du mandat de la MINURSO d'une année".

Cette situation ne servira que l'agenda de l'occupant marocain qui mise sur le maintien du statu quo, a-t-il affirmé. Affirmant que l'ordre du jour de la réunion de jeudi était la meilleure preuve de l'échec de l'ONU et de sa Mission dans l'accomplissement de leurs missions, le diplomate sahraoui a indiqué "qu'au lieu de se concentrer sur l'examen des développements d'un processus de règlement dynamique en adéquation avec la responsabilité du Conseil de sécurité, on est en train d'examiner un sujet qui est évident lors des années passées, à savoir les raisons du retard de la désignation d'un envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU en remplacement de Horst Kohler. Pour M. Bouchraya, le sentiment qui le Maroc quant à l'absence de l'ONU et le favoritisme de certains membres du conseil de sécurité, l'encourage à "per-



sister dans sa politique de mépris, d'entêtement et de violation des résolutions internationales et des chartes onusiennes, ce qui entrainera les choses dans la région vers un dérapage certain".

Le responsable sahraoui a estimé que le retard de près d'une année accusé dans la désignation d'un envoyé personnel du SG suite au départ de Kohler reflétait clairement "le manque d'intérêt affiché par l'ONU vis-à-vis du processus politique", ce qui a créé, a-t-il dit, "un climat exemplaire pour l'occupation pour maintenir sa politique".

M. Oubbi Bouchraya Bachir a fait état d'intenses efforts consentis par les

amis du peuple sahraoui à l'intérieur et à l'extérieur du Conseil de sécurité de l'ONU "à même de mettre terme à la situation de statu quo, notamment l'Afrique du Sud qui joue un rôle pivot dans ce cadre". Etant donné que le Conseil de sécurité de l'ONU devra organiser un briefing sur les situations dans le Sahara Occidental, le même responsable a écarté le fait qu'une décision contraignante soit prise lors de la réunion du jeudi à l'encontre du Maroc ou même les pays africains n'ayant pas respecté la charte constitutive de l'Union africaine (UA) en ouvrant leurs consulats dans les territoires sahraouis occupés.

UE-ONU-LIBYE

L'UE débloque 13 millions d'euros pour soutenir les activités de l'ONU en Libye

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé lundi que le Fonds fiduciaire de l'Union européenne (EUTF) avait débloqué 13 millions d'euros pour soutenir les activités des Nations Unies en Libye. "Le HCR Libye est reconnaissant envers l'EUTF pour sa contribution aux activités visant à sauver des vies et à trouver des solutions durables pour les réfugiés et les demandeurs d'asile en Libye", a déclaré le HCR sur Twitter. Malgré les appels internationaux à un ces-

sez-le-feu, les combats opposant l'armée libyenne basée dans l'est au gouvernement soutenu par l'ONU se poursuivent dans et autour de Tripoli, la capitale du pays. Le HCR a également déclaré avoir enregistré 48.621 réfugiés et demandeurs d'asile en Libye. Le 4 avril 2019, l'armée libyenne basée dans l'est du pays a lancé une offensive sur Tripoli et ses environs pour tenter de prendre le contrôle de la ville et de renverser le gouvernement rival soutenu par l'ONU.

SOUDAN

L'armée dans la rue pour l'anniversaire d'une manifestation de masse

L'armée soudanaise s'est déployée lundi dans les rues menant à son quartier général à Khartoum à l'occasion du premier anniversaire d'une manifestation de masse qui a mené à l'éviction de l'ex-président Omar al-Bachir, rapportent des médias.

Des dizaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés le 6 avril 2019 devant le QG de l'armée pour exiger le départ de M. al-Bachir, environ quatre mois après le début d'une contestation populaire inédite.

Devant la pression de la rue, l'armée avait finalement destitué le 11 avril le président qui régnait depuis 30 ans sur le pays. Dimanche, des informations de presse ont fait état de menaces d'un coup d'Etat de partisans du président déchu contre les autorités de transition mises en place après la chute de l'ancien régime.

L'armée a démenti ces informations, le général Amer Mohamed al-Hassan assurant dans un communiqué distribué aux médias dimanche: "Il n'y a aucune indication, ni suspicion de coup d'Etat parmi les forces armées". Mais le ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, Faysal Saleh, a précisé à la télévision d'Etat qu'une réunion d'urgence du gouvernement avait été organisée.

"Le gouvernement est au courant des informations de presse sur les mouvements de membres de l'ancien Parti national du Congrès (le parti de M. al-Bachir)", a dit M. Saleh sans autre précision.

L'an dernier, le rassemblement tenu devant le siège de l'armée s'était maintenu presque deux mois après la chute de M. al-Bachir, car les manifestants exigeaient le départ des militaires au pouvoir et le passage à un

gouvernement civil. Il a été dispersé le 3 juin par les forces de sécurité. Des dizaines de personnes ont été tuées ou blessées dans les troubles qui ont suivi. Selon des médecins proches des manifestants, au mois 128 personnes sont mortes dans ces violences. Les autorités ont fait état elles d'un bilan de 87 morts. M. al-Bachir, 76 ans, est aujourd'hui détenu à la prison de Kober à Khartoum. Et le Soudan est dirigé par un Conseil souverain composé de civils et de militaires, constitué en août 2019 pour superviser la transition politique sur une période de trois ans. Un gouvernement de transition a été formé en septembre avec à sa tête l'économiste Abdallah Hamdok. Ce dernier a échappé à un attentat début mars à Khartoum, lorsque que son convoi a été visé par une explosion et des tirs d'armes automatiques.

CORONAVIRUS-CÔTE D'IVOIRE

Le ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, testé positif au coronavirus

Hamed Bakayoko dit "Hambak", le ministre de la défense de Côte d'Ivoire et personnage clé du régime du président Alassane Ouattara, a annoncé lundi sur les réseaux sociaux qu'il était atteint par le coronavirus. "Ce lundi 6 avril, j'ai été déclaré positif au test du Covid-19 suite à un prélèvement effectué dimanche. Bien que ne présentant aucun signe de la maladie, le médecin a prescrit un confinement auquel je me suis immédiatement soumis", a révélé Hamed Bakayoko sur ses comptes Facebook et Twitter.

"C'est l'occasion pour moi de rappeler à tous nos concitoyens que le coronavirus est une maladie réelle qui se propage vite. Je vous exhorte à prendre au sérieux l'observation de toutes les mesures barrières pour vous protéger et protéger les autres. Prenez soin de vous. Que Dieu vous préserve!", conclut-il. Agé de 55 ans, ce proche du président Alassane Ouattara régulièrement chargé des dossiers chauds à régler, est un des personnages clés de la vie politique ivoirienne. Ancien ministre de l'Intérieur, il est passé à la Défense après les mutineries dans l'armée de 2017. Il s'est rangé derrière le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, désigné par le président Ouattara comme candidat de la coalition au pouvoir pour la présidentielle de 2020, alors que de nombreux observateurs estimaient que Hambak était plus charismatique et plus à même de représenter le parti au pouvoir.

PALESTINE/CORONAVIRUS

Une association belge appelle au respect de la Convention de Genève relative aux épidémies

Le président de l'Association de solidarité belge-Palestine, Bir Galland, a appelé lundi le gouvernement belge et l'Union européenne à faire pression sur Israël, en tant que puissance occupante, afin de respecter la Convention de Genève relative à la propagation des épidémies.

Cela est venu dans un message envoyé par Galland au ministre belge des Affaires étrangères Philippe Gouvain sur les effets de Corona sur les Palestiniens.

Dans son message il a ajouté que "l'occupation israélienne entrave les efforts menés par le gouvernement palestinien pour lutter contre Coronavirus", affirmant que "l'occupation israélienne est le responsable selon le droit international de la santé et la

vié des Palestiniens". Galland a mentionné qu'Israël détient plus de 5 000 prisonniers dans ses prisons, dont des enfants et des femmes dans des conditions de santé très critiques et dans un surpeuplement qui contribue à la propagation du virus.

En outre, il a interdit les prisonniers d'accéder aux produits de stérilisation pour stériliser leurs cellules, à la lumière de la propagation de Coronavirus.



PALESTINE-EL-QODS

Libération du gouverneur palestinien, Adnane Gheith

La police israélienne a libéré lundi soir sous caution le gouverneur palestinien d'El-Qods arrêté la veille sous prétexte d'"activités" politiques jugées "illégal", liées à la lutte contre le nouveau coronavirus. Adnane Gheith avait été arrêté dimanche matin à son domicile de Silwan, quartier populaire d'El-Qods-Est, par la police israélienne qui le soupçonne d'avoir mené "des activités palestiniennes à Jérusalem, ce qui est illégal". Il a été arrêté pour des activités menées par son bureau pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19, a plaidé son avocat Rami Othman, sans détailler ces activités. "S'il faut payer pour protéger notre peuple et sa sécurité et limiter la propagation du coronavirus, alors c'est le moindre des maux", a déclaré le gouverneur dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux peu après sa libération. "La chose la plus importante c'est



que notre peuple se porte bien", a-t-il ajouté. Le vice-gouverneur d'El-Qods, Abdullah Syam, a déclaré aux médias que la libération avait été obtenue moyennant notamment une caution de 15.000 shekels (environ 4.000 euros). Les activités de l'Autorité palestinienne, dont M. Gheith est un responsable, à El-Qods sont considérées comme illégales par Israël. Il s'agissait dimanche de la 7e fois en 18 mois que Adnan Gheith était arrêté. Cette affaire, qui intervient en pleine crise du nouveau coronavirus qui a contaminé plus de 250 Palestiniens, s'inscrit dans la querelle sur le statut d'El-Qods. Israël a occupé El-Qods-Est en 1967 à l'issue de la guerre des Six jours, avant de l'annexer. Cette annexion n'est pas reconnue par la majeure partie de la communauté internationale qui considère la partie orientale comme un territoire occupé.

POLOGNE

Le vote à la présidentielle par correspondance

Le Parlement en Pologne a voté lundi une loi prévoyant que l'élection présidentielle, dont le premier tour est prévu le 10 mai, se fera uniquement par correspondance, pour réduire les risques de propagation du coronavirus.

Cette mesure a été proposée et votée par le parti conservateur nationaliste au pouvoir Droit et Justice (PiS), qui refuse l'ajournement de ce scrutin. L'opposition, ainsi que deux tiers des Polonais selon un sondage, sont favorables à un

report de ce scrutin en deux tours, au suffrage universel direct. La loi votée lundi soir prévoit toutefois que durant l'état d'épidémie, le président de la Diète (chambre basse) puisse modifier la date initialement prévue, tout en restant dans le cadre établi par la Constitution.

Selon des commentateurs, cela permettrait de retarder le scrutin d'une semaine, sauvant la face au chef d'une formation alliée du PiS, le vice-Premier ministre Jaroslaw Go-

win. Celui-ci, opposé à la date du 10 mai, a annoncé sa démission lundi matin, tout en maintenant sa formation au sein de la coalition dirigée par le PiS.

La loi fondamentale polonaise précise que l'élection du chef de l'Etat doit intervenir un jour non ouvrable, au plus tôt 100 jours et au plus tard 75 jours avant la fin du mandat du président sortant. Cela donne trois possibilités: les dimanches 3, 10 et 17 mai. Selon les analystes, le PiS craint

que son candidat, le chef de l'Etat Andrzej Duda, puisse ne pas être réélu si le scrutin devait se tenir plus tard, lorsque les conséquences de la pandémie affecteront l'économie nationale.

Le Premier ministre Mateusz Morawiecki a reconnu lundi matin que la Pologne s'attendait à un pic des contaminations en mai ou juin. Lundi soir, le bilan du coronavirus s'élevait en Pologne à 4413 personnes contaminées, dont 107 décès.

BULGARIE

Députés et ministres bulgares offrent leurs salaires à la santé publique

Les députés et les ministres bulgares feront don de leur salaire au système de santé publique tant que les mesures de confinement en raison de l'épidémie de Covid-19 restent en vigueur, a décidé le Parlement lundi soir. Décidant de prolonger jusqu'au 13 mai l'état d'urgence qui permet au gouvernement d'imposer des mesures de confinement, les députés ont fait preuve d'une rare unanimité en soutenant une proposition du parti conservateur au pouvoir, Gerb, de renoncer à leur salaire à partir du 1er avril. Cette mesure comptera aussi pour les membres du gouvernement et leurs cabinets politiques, ainsi que pour les chefs d'agences gouvernementales. Le don des députés s'élèvera à environ 1.44 million de leva

(740.000 EUR) pour la période de confinement.

Le parlement a voté lundi une actualisation du budget 2020, adoptant un déficit de 3%, alors qu'un budget équilibré avait été voté auparavant. Par ailleurs une hausse importante du chômage, jusqu'à 6,2% est désormais prévue, 42.000 nouveaux chômeurs s'étant enregistrés depuis le début de la crise du nouveau coronavirus.

Avec 549 cas confirmés et 22 morts du coronavirus, la Bulgarie reste relativement peu touchée par l'épidémie. Pays le plus pauvre de l'Union européenne, elle avait pris dès le 13 mars des mesures de confinement sévères afin de permettre à son système de santé de faire face à l'épidémie.

COLOMBIE

118 victimes de mines antipersonnelles au premier trimestre 2020

La Colombie, fortement affectée par la violence armée, a enregistré 118 victimes de mines antipersonnelles et d'autres engins explosifs au premier trimestre de 2020, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CIRC).

Ce chiffre représente une hausse de 45,6% en comparaison avec la même période de l'année précédente au cours de laquelle le pays sud-américain a recensé 81 victimes, selon des données du CIRC publiées par la presse colombienne à l'occasion de la Journée de sensibilisation contre les mines antipersonnelles, instituée par les Nations Unies et célébrée

le 04 avril de chaque année.

Ce bilan trimestriel est le plus élevé depuis trois ans, a noté l'organisme onusien, précisant qu'il s'agit notamment de 83 civils, de 17 enfants mineurs et de 35 membres de la force publique ou de groupes armés illégaux.

Pour sa part, le Haut-Commissariat à la paix a indiqué par la même occasion qu'au cours des 30 dernières années, 11.841 personnes ont été victimes de mines antipersonnelles et de munitions non explosées dans le pays. Parmi elles, 2.305 ont perdu la vie et 9.536 ont été blessées. "De 1990 à aujourd'hui, nous avons un nombre

très douloureux. La Colombie, derrière l'Afghanistan, a enregistré 11.841 victimes. Malheureusement, depuis la signature de l'accord de paix (novembre 2016), il n'y a pas eu de réduction notable", a déploré le Haut-Commissaire à la paix, Miguel Ceballos. M. Ceballos a accusé les dissidents des Farc et de la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) de continuer à installer des mines antipersonnelles, en particulier dans des régions telles que Chocó (nord-ouest), Bolívar sud (nord), Catatumbo (nord-est) et Bas Cauca (nord-ouest), pour "contrôler les routes du trafic de drogue".

CORONAVIRUS-ROYAUME-UNI

Boris Johnson, atteint du Covid-19, transféré en soins intensifs

Contaminé par le nouveau coronavirus, le Premier ministre britannique Boris Johnson a été transféré lundi en soins intensifs, son état de santé s'étant détérioré au lendemain de son hospitalisation.

Après avoir été diagnostiqué positif au Covid-19 le 27 mars, M. Johnson, 55 ans, avait été hospitalisé dimanche soir pour subir des examens, selon ses services, en raison de la persistance de symptômes de la maladie, notamment la fièvre.

"Au cours de l'après-midi, l'état de santé du Premier ministre s'est détérioré et, sur le conseil de son équipe médicale, il a été transféré au service des soins intensifs de l'hôpital", a indiqué le porte-parole dans la soirée.

"Le Premier ministre a demandé au ministre des Affaires étrangères Dominic Raab (...) de le remplacer là où nécessaire", a-t-il ajouté dans un communiqué. Ce dernier l'avait déjà remplacé pour présider la réunion quotidienne consacrée au Covid-19. Selon une source gouvernementale, Boris Johnson reste "conscient" et son transfert, intervenu vers 19h00 locales (18h00 GMT) a été décidé "par précaution au cas où il aurait besoin d'un respirateur".

Quelques heures à peine avant l'annonce de son admission en soins intensifs, le chef de la diplomatie Dominic Raab avait assuré qu'il avait passé une "nuit tranquille" à l'hôpital St Thomas, dans le centre de Londres, et qu'il restait "en observation". "Son moral est bon" et "il continue à diriger le gouvernement", avait-t-il assuré durant la conférence de presse quotidienne de l'exécutif, pressé de questions sur la capacité du Premier ministre à exercer ses fonctions malgré la maladie.

Plus de 50.000 personnes ont été testées positives au Covid-19 au Royaume-Uni, devenu l'un des pays d'Europe les plus violemment touchés, et 5.373 en sont mortes. Parmi les cas positifs figure également le prince héritier Charles, désormais guéri après avoir développé des symptômes légers du virus. Il a retrouvé lundi son épouse Camilla, testée négative au Covid-19 mais qui était restée confinée 14 jours par précaution. Face à l'ampleur de la crise, la reine Elisabeth II, 93 ans, s'est adressée dimanche aux Britanniques pour les encourager à faire front et leur insuffler un message d'espoir. Cette allocution hors protocole, la quatrième seulement en 68 ans de règne, a été vue par plus de 23 millions de téléspectateurs.

Critiqué pour avoir réagi tardivement, le gouvernement a bâti en catastrophe des hôpitaux de campagne pour soulager un système de santé débordé, promis de décupler les tests qui manquent cruellement et débloqué des sommes gigantesques pour répondre au marasme économique et social. Depuis l'annonce de sa maladie, Boris Johnson continuait à diriger la riposte du gouvernement en quarantaine, depuis son appartement de Downing Street d'où il postait ses messages vidéos sur Twitter appelant ses compatriotes à rester chez eux.

COVID-19 À TIZI-OUZOU

L'hommage des artistes aux personnels soignants

Une chaîne de solidarité s'est créée dans la wilaya de Tizi-Ouzou, durant cette période de pandémie de Coronavirus, pour soutenir tous ceux qui interviennent dans la lutte contre la propagation du Covid-19 et notamment les personnels soignants.



Aux comités de villages et associations qui fabriquent des masques et combinaisons de protection au profit des employés des structures de santé, se sont joints les artistes qui, à travers les réseaux sociaux, utilisent leur talent pour rendre hommage à tous ceux qui s'exposent au danger afin de veiller sur la santé des citoyens, appelant par la même occasion au respect des mesures de prévention contre la propagation du virus Corona. Les chanteurs Djilali Hamama, Zedek Mouloud, Gaya Bekdache, Saïd Amîni, sont parmi les artistes qui ont composé des chansons abordant l'actualité et pour notamment rendre hommage au corps médical qui est au cœur de la maladie. Ils ont aussi lancé à travers ces chansons des appels insistants au confinement pour stopper la pandémie. Dans sa chanson Djilali Hamama invite les gens à rester chez eux et à faire preuve de patience expliquant que le confinement est la seule solution pour stopper la propagation du Coronavirus. En sous titre de son clip il écrit "Une pensée aux victimes du Coronavirus à travers le monde et prompt rétablissement à tous les contaminés". La chanson se termine

sur une note d'espoir quant à la fin de la pandémie. L'artiste Gaya Bekdache a, pour sa part, interprété la chanson "Tarwi Tebarwi" du défunt Silmane Azem dont les paroles ont été adaptées par Khelifa Graïchi pour traiter du Covid-19. Soulignant la nécessité du confinement, il lance un appel à la solidarité pour dépasser cette crise sanitaire. Un vibrant hommage est rendu à travers cette chanson aux scientifiques et aux soignants qui font face à la pandémie ainsi qu'à tous ceux qui s'impliquent dans cette lutte dont les organisations de la société civile.

Zedek Mouloud a, quant à lui, composé jusque là deux chansons sur la pandémie. La première, intitulée "Yir Attan" (dangereuse maladie) chantée avec ces deux enfants appelle au confinement et rappelle les mesures barrières contre la propagation du Covid-19 tout en rendant hommage au corps médical pour son combat quotidien contre le coronavirus. La seconde intitulée "Ayimdukal" (O mes amis), est un hymne à l'espoir, il aborde les retrouvailles après la fin de la pandémie et du confinement. D'autres chanteurs à l'instar de Zayen, Ferhat

Medrouh, Ali Amrane, Akli D, Lounis Ait Menguellet, Belaid Tagrawla, Rabah Asma et le groupe Yesnas, ont opté pour un autre concept qui consiste à faire des live à partir de chez eux, en interprétant à chaque fois une de leurs chansons et parfois même en partageant des tubes inédits, afin de d'accompagner les citoyens dans leur confinement. Un hommage est rendu par ces artistes aux personnels soignants et aux autres corps (protection civile, sécurité) et organisations de la société civile, qui sont mobilisées pour stopper la pandémie et aider les autres.

Par ailleurs, d'autre personnalité du monde culturel dont la poétesse Nouria, le comédien Amar Benkaci, le réalisateur Amar Tribeche, et les caricaturistes Saïd Guezout, Lynda Chelabi, Aouche Ferhat, Si Hadj Mohand Amina et Hadibi Nadia, le peintre (peinture digitale) Hocine Kerjja, le dessinateur Ikhou Yanik, la photographe Fillai Fatima, se sont eux aussi impliqués dans cette campagne de sensibilisation, tout en rendant hommage au corps médical, qui est la ligne de défense arrière du système de santé dans notre pays.

TRAFIC DE BIENS CULTURELS

Tiaret: saisie de 25 pièces de monnaie ottomane, 2 individus arrêtés

Les services de la Gendarmerie nationale ont procédé, dernièrement à Tiaret, à la saisie de 25 pièces de monnaie ancienne de l'époque ottomane, a-t-on appris lundi du groupement territorial de ce corps de sécurité qui fait état de l'arrestation de deux individus dans le cadre de cette affaire.

Agissant sur la base d'informations parvenues à leurs services samedi dernier, les gendarmes ont arrêté les deux mis en cause en possession de 4 pièces de monnaie ancienne qu'ils s'approprièrent à vendre de manière illégale, a-t-on précisé de même source.

Les 21 autres pièces ont été retrouvées lors de la perquisition des domiciles des concernés, a-t-on indiqué, signalant que le lot total saisi se compose de 17 pièces en or et 8 en argent. Les deux présumés trafiquants seront déférés au parquet près le tribunal de Tiaret à l'issue de l'expertise ordonnée à l'effet de déterminer la valeur des monnaies saisies, fait-on savoir de même source.

PUBLICITÉ

CINÉMA

L'OMS accueillera le premier festival du film sur le thème de la "santé pour tous" en mai

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) devra accueillir le mois de mai prochain, à Genève, à l'occasion de la 73^{ème} Assemblée mondiale de la Santé, le premier festival du film sur le thème de la "santé pour tous", indique l'organisation sur son site. Le festival du film "Santé pour tous" entend donner aux individus la possibilité de se saisir du pouvoir de la narration, et montrer le rôle des personnes et des communautés dans la promotion de la santé et du bien-être.

L'OMS a ainsi lancé un appel aux réalisateurs amateurs munis d'un smartphone et souhaitant raconter comment

la communauté a été amenée à changer, ou les collaborateurs avec une société de production pour promouvoir le dialogue sur des problèmes et des solutions à l'échelle mondiale dans le domaine de la santé. Les réalisateurs sont invités à participer en présentant leur film dans l'une des trois catégories. Les deux premières sont ouvertes à toutes les questions de santé mentionnées dans les conditions de participation, tandis que la troisième catégorie concerne uniquement les films ayant pour thème le personnel infirmier et les sages-femmes — en 2020, thème de célébration de cette année.

PHOTOGRAPHIE

L'institut Cervantès d'Algérie lance un concours de photographie

Un concours du cliché le plus original montrant une photo prise à domicile, en lien direct avec l'Espagne, été lancé par l'Institut culturel Cervantès d'Algérie, annonce l'institut. Intitulé "España Men Darna" (L'Espagne de ma maison), le concours récompense les meilleures photos "prises de la maison ou du lieu de confinement, sous le thème général de la mémoire, de la connaissance de la langue et de la culture espagnole ou du lien émotionnel avec l'Espagne". Tout en laissant libre court à leur créativité, les participants peuvent "utiliser tout objet éveillant le souvenir" de ce pays mé-



diterranéen, parmi les plus endeuillés au monde par la pandémie du nouveau coronavirus, et "accompagner la photo d'un titre et ou d'un texte explicatif".

Les clichés doivent être partagés sur les pages de l'institut sur les réseaux so-

ciaux à partir de lundi. Le règlement du concours et les modalités de participation sont disponibles sur les pages Facebook de l'Institut Cervantès et de l'Ambassade d'Espagne en Algérie.

APS

PUBLICITÉ

COVID-19

L'ANPT lance une campagne de sensibilisation sur la cybersécurité

L'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) vient de lancer une campagne de sensibilisation sur la cybersécurité ayant pour objectif d'alerter les citoyens contre les pirates informatiques qui profitent de la situation due au coronavirus (Covid-19) pour attaquer les utilisateurs d'outils informatiques en exploitant les thématiques qui tournent autour de cette pandémie.

"La pandémie du coronavirus est le sujet de préoccupation du monde entier en ce moment. Tous les jours, de nombreux nouveaux articles parlant du virus sont publiés : les moyens de protection contre la contamination, le nombre de personnes touchées dans chaque pays, le nombre de décès etc", indique l'ANPT, qui ajoute que les pirates informatiques profitent de cette situation en attaquant les utilisateurs d'outils informatiques en utilisant notamment des procédés comme le Phishing, appelé aussi hameçonnage.

Selon l'ANPT, le phishing est une technique de "social engineering" qui a pour but de voler à des victimes leurs identifiants de connexion ainsi que leurs mots de passe ou encore leur numéro de cartes bancaires.

Cette technique figure parmi les procédés les plus simples qui arrivent à tromper les internautes ciblés, affirme la même source. L'agence appelle les citoyens à faire montre de vigilance quant aux faux messages répandus au sujet du coronavirus, les fausses offres de masques de protection, les fausses

collectes de fonds pour les personnes malades, les liens dirigeant vers de faux sites d'information et les fausses offres de vaccins.

"Pour éviter les attaques de phishing, il faut se méfier de certains messages parlant du coronavirus, ne pas cliquer sur n'importe quel lien, car il peut contenir des virus qui peuvent être téléchargés sur l'ordinateur, éviter de communiquer ses données personnelles ou bancaires et ne pas acheter des masques de protection sur des sites suspects ou suite à la réception d'un mail suspect", conseille la même source. L'ANPT explique que le hameçonnage consiste en l'envoi, généralement, à la personne ciblée d'un email de la part d'un attaquant qui se fait passer pour un fournisseur d'accès internet, une banque ou encore une organisation de santé.

Dans cet email, le pirate demande à la cible de mettre à jour ses informations bancaires ou encore ses identifiants de connexion. L'email comporte un lien dirigeant à une page qui semble sécurisée, et si la cible clique dessus et renseigne ses données personnelles,



elle sera donc victime de l'attaque de phishing, explique encore l'ANPT.

Pour limiter les risques d'attaques et se protéger contre les hackers, il faut aussi se méfier des emails de personnes inconnues, s'assurer que la connexion Wi-Fi est sécurisée, s'assurer du fon-

ctionnement et de la mise à jour de l'antivirus, verrouiller son écran si l'on ne travaille pas dessus et vérifier que les outils de chiffrement sont installés.

Des indices permettent, toutefois, d'identifier les tentatives de phishing, comme les images floues et déformées et le design des pages

d'accueil qui sont souvent différents de ceux des sites officiels. Les sites web des pirates véhiculent aussi des sensations d'urgence, ce qui pousse le visiteur à cliquer rapidement sur le lien, la présence de fautes de frappe courantes est un autre signe révélateur de l'attaque de phishing.

LANCÉ DEPUIS ORAN Des dizaines de médecins rejoignent un réseau de télé-médecine

Des dizaines de médecins de toutes les spécialités ont manifesté leur volonté et leur disponibilité pour faire des consultations à distance, via téléphone ou internet, quelques heures après le lancement d'un appel pour rejoindre un réseau de télé-médecine, a-t-on appris lundi à Oran, auprès des initiateurs de cette action. L'appel a été lancé sur les réseaux sociaux par le président de l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique en santé (OHRES), le Pr Khaled Layadi, également chef de service de médecine physique et de réadaptation fonctionnelle au CHU d'Oran, et bout d'une journée "plus de 120 médecins d'Oran et d'ailleurs se sont déjà manifestés", a-t-il indiqué.

"Des médecins des différentes régions du pays, et même de l'étranger sont prêts à conseiller et orienter par téléphone ou internet, des personnes qui en ont besoin", a souligné le Pr Layadi, ajoutant qu'une page sur facebook sera réservée pour publier les coordonnées de ces médecins.

Même si l'action a été lancée depuis Oran, ce réseau est profitable à toutes les régions étant donnée que la consultati on se fait à distance. Des spécialistes de différents horizons ont déjà rejoint le réseau, et le réseau est ouvert pour tout médecin qui souhaite porter sa contribution pour venir en aide au malade dans cette conjoncture particulière. A Oran, à cause de la propagation du coronavirus, les établissements hospitaliers n'ont gardé que les soins les plus urgents, et les médecins privés ont, pour une grande partie, fermé leurs cabinets. Ce réseau se veut ainsi une alternative, à titre de solidarité, pour orienter et conseiller des patients qui ne peuvent pas être pris en charge au niveau des établissements hospitaliers.

APS

ETATS UNIS

La plateforme Airbnb lève 1 milliard \$ pour investir dans l'après-coronavirus

La plateforme de réservation de logements Airbnb, heurtée de plein fouet par le confinement prolongé de la moitié de l'humanité, a annoncé lundi avoir levé 1 milliard de dollars.

La société basée à San Francisco a dit avoir obtenu ces fonds en dette et actions de la part de Silver Lake et Sixth Street Partners. "Ces nouvelles ressources vont soutenir le travail d'Airbnb pour investir sur le long terme dans sa communauté d'hôtes", a précisé l'entreprise. Avant la pandémie, Airbnb avait prévu de rentrer en Bourse en 2020 à une valeur estimée jusqu'à 35 milliards de dollars. Dans son communiqué, la plateforme ne donne pas de précision sur l'impact financier de la crise, mais défend son histoire et son potentiel. Elle rappelle être née "pendant la grande récession de 2008" et parie sur un rebond quand les personnes confinées

pourront de nouveau se déplacer. "Le désir de connexions et de voyages est une vérité humaine à toute épreuve, qui sortira renforcé de cette période de séparation", affirme ainsi Brian Chesky, cofondateur d'Airbnb. Cette levée de fonds doit notamment servir à investir dans le développement de l'offre de séjours de long-terme, pour les étudiants ou les salariés en déplacement, par exemple. "Bien que l'environnement actuel soit clairement compliqué pour l'industrie hôtelière (...), le modèle économique diversifié, mondial et résilient de Airbnb est particulièrement bien placé pour prospérer quand le monde sera rétabli et que nous pourrions tous en profiter à nouveau", a déclaré Egon Durban, co-directeur général de Silver Lake. Sur le milliard récolté, 5 millions iront dans le fonds de soutien pour les "super hôtes", des loueurs assidus et très bien no-



tés, qui ont besoin d'aide pour payer leur loyer ou rembourser leur emprunt.

La semaine dernière la plateforme a par ailleurs indiqué qu'elle allait débloquer 250 millions de dollars pour atténuer les pertes financières des "hôtes" qui louaient leurs logements via sa plateforme et qui ont été confrontés à une vague d'annulations

Des start-ups new-yorkaises reconverties dans la fabrication de blouses chirurgicales

Les ex-chantiers navals de Brooklyn, très utilisés pendant la Seconde guerre mondiale, sont au cœur de l'effort new-yorkais pour pallier le manque d'équipements médicaux: deux start-ups y fabriquaient déjà des visières protectrices pour les soignants, deux autres y fabriquent depuis lundi aussi des blouses chirurgicales. Le maire de New York Bill de Blasio, en quête de bonnes nouvelles face à une pandémie qui a déjà infecté plus de 67.000 New Yorkais, épice centre de l'épidémie aux Etats-Unis, a félicité lundi les entreprises concernées, Crye Precision, qui fabrique habituellement des équipements de protection pour les militaires, et Lafayette 148, créatrice de mode, qui se sont



alliées ces derniers jours pour produire des milliers de blouses pour personnel hospitalier. "Ces deux entreprises ont créé un produit qu'elle n'avait jamais fait - c'est motivant de voir la vitesse à laquelle les gens ont trouvé un moyen d'aider", a souligné le

maire de la capitale économique américaine lors d'un point presse devant les immenses hangars de ces anciens chantiers navals. Pour lui, c'est la preuve que New York "contre-attaque" face à cet "ennemi invisible, (...) féroc" qu'est le Covid-19. "Cela

me convainc que nous allons nous en sortir", a-t-il ajouté. "Ce n'est pas exactement de la mode mais on en a désespérément besoin et c'est ce que nous voulons faire", a déclaré Deirdre Quinn, présidente-fondatrice de Lafayette 148.

Quelque 9.200 blouses chirurgicales devraient sortir de cette nouvelle chaîne de fabrication dès lundi, près de 19.000 d'ici la fin de la semaine, et 320.000 d'ici la fin du mois d'avril, selon le maire.

La semaine dernière, l'ensemble des hôpitaux de cette métropole de 8,6 millions d'habitants a utilisé 1,8 million de blouses, et cette semaine les besoins sont estimés à 2,5 millions, selon M. De Blasio.

VOLLEY-BALL: 51 ans en tant qu'entraîneur en chef d'un club russe, record absolu

Le coach de l'équipe féminine de volley-ball d'Uralochka Ekaterinburg en Russie, Nikolay Karpol, détient le record du monde de longévité avec ses 51 ans d'exercice dans un même club en tant qu'entraîneur en chef, a rapporté la Fédération internationale de la discipline (FIVB) sur son site.

Karpol, l'entraîneur le plus décoré de l'histoire du volley-ball et des sports d'équipe russes, est sur le point d'avoir 82 ans le 1er mai et est toujours actif à la barre technique du glorieux Uralochka-NTMK Ekaterinburg, même s'il a laissé entrevoir une possible retraite prochaine.

«Embauché en 1969 pour diriger le club d'Uralochka, Nikolay Karpol, avec un professionnalisme patient et une discipline stricte, a transformé son équipe en une équipe de classe mondiale, qui a remporté huit titres continentaux et 25 titres nationaux, ainsi que le bronze au Championnat du monde FIVB de volley-ball de 1992 et d'autres distinctions», a écrit la Fédération internationale dans un portrait sur le technicien publié sur son site.

En sélection nationale de l'ex-URSS, CEI ou Russie composée principalement de joueuses d'Uralochka, Karpol a écrit de glorieuses pages de l'histoire de ce sport.

Il a triomphé avec deux titres olympiques (1980 et 1988), a été médaillé d'argent olympique (1992, 2000 et 2004), vice-champion du monde en 1990 et médaillé de bronze en 1994, 1998 et 2002, vainqueur de la Coupe du monde en 1997 et du bronze en 1993, l'or du Grand-Prix mondial en 1997, 1999 et 2002, l'argent en 1998, 2000 et 2003, le bronze en 1993, 1996, 2001 et a été sept fois champion d'Europe.

Karpol a été nommé Entraîneur de l'année de la FIVB en 1989 et 1991 et meilleur entraîneur du Championnat du monde de 1990.

«Parfois critiqué pour son style brutal d'entraîneur, réprimandant et criant fort contre les joueuses, Karpol a démontré la justesse de ses méthodes», souligne le site de l'instance internationale qui lui a rendu un hommage particulier.

BADMINTON: La Fédération mondiale reporte plusieurs tournois à cause du Covid-19

La Fédération mondiale de badminton (BWF) a annoncé, lundi sur son site officiel, le report de tous les tournois internationaux initialement programmés pour les mois de mai, juin et juillet.

«Après consultation et accord des confédérations continentales et associations hôtes des compétitions inscrites au calendrier de l'instance mondiale, nous avons pris les mesures nécessaires pour reporter un bon nombre de tournois prévus en mai, juin et juillet», a indiqué la BWF. Les rendez-vous concernés sont l'Open d'Indonésie-2020, le Super 1000 et un certain nombre de compétitions de badminton de grade 3, juniors et para-badminton.

«L'escalade de la pandémie de Covid-19 dans le monde a conduit toutes les parties à confirmer la suspension de ces tournois. La santé, la sécurité et le bien-être de tous les athlètes, de leur entourage, des officiels et de la grande communauté de badminton restent la priorité absolue», a assuré la BWF.

Déjà, la semaine dernière, l'instance mondiale avait gelé les classements mondiaux seniors et juniors jusqu'à nouvel ordre. En outre, la BWF examine toujours les impacts du report des Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020 sur le système de qualification. Ce processus d'examen devrait prendre plusieurs semaines, selon la même source.

APB

JOURNÉE INTERNATIONALE DU SPORT POUR LA PAIX: Boughadou : «J'invite les nageurs à semer l'espoir dans la société»

Le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed Hakim Boughadou, a appelé les nageurs algériens à "semer les valeurs humaines du sport et l'espoir dans la société", afin de vaincre la pandémie de coronavirus qui frappe l'Algérie et le monde entier, à l'occasion de la Journée internationale du sport pour le développement et la paix, célébrée le 6 avril de chaque année.

"À l'instar du mouvement sportif international, la FAN se joint à la célébration de la 7e édition de la Journée internationale du sport pour le développement et la paix.

En tant que leaders et responsables, notre devoir premier est de préserver l'intégrité morale et physique de nos sportifs", a indiqué le patron de la FAN dans une lettre publiée sur la page Facebook de l'instance fédérale.

Et d'enchaîner: "Nous sommes tous fiers des messages de soutien et de sensibilisation adressés par nos nageuses et nageurs à travers les réseaux sociaux à l'ensemble de nos concitoyens. Votre élan spontané témoigne de vos valeurs et de votre éducation.

La course ne s'arrête pas parce que les piscines sont fermées. Au-delà de la compétition proprement dite, nos nageuses et nageurs sont appelés à performer



sur un autre bassin, celui des valeurs humaines du sport. Vous êtes notre meilleur vecteur pour porter les messages d'unité, de solidarité, d'entraide et d'espoir.

Nous comptons sur votre mobilisation et engagement ainsi que celui de toute la

famille natatoire pour faire triompher la vie". Boughadou a promis de "continuer à prendre les mesures appropriées et veiller à ce que chaque décision mette l'accent d'abord sur la santé et la sécurité de nos athlètes, de nos entraîneurs, de nos membres, de notre person-

nel et de nos bénévoles". Pour conclure sa lettre, le président de la FAN a invité l'ensemble de la famille natatoire à adresser une photo «Paix et Sport» pour former le plus grand album possible à l'occasion de la Journée internationale du sport pour la paix.

VOVINAM VIET VO DAO/DÉVELOPPEMENT :

«Nous n'avons reçu aucune réponse des sponsors»

Le président de la Fédération algérienne de vovinam viet vo dao, Mohamed Djouadj, a tiré la sonnette d'alarme quant à la situation financière difficile de son instance qui n'a reçu pour le moment aucune réponse des demandes de sponsoring transmises à des sociétés nationales et privées.

«La subvention annuelle du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) est insuffisante. Nous avons envoyé des demandes de sponsoring à plusieurs sociétés nationales et privées pour financer nos activités, et surtout aider notre équipe nationale dans ses déplacements à l'étranger, mais au jour d'aujourd'hui, nous n'avons rien reçu», a indiqué à l'APS le premier responsable de la fédération.

Mohamed Djouadj a ajouté que «certaines sociétés ont carrément refusé l'idée de sponsoring. L'enveloppe financière du MJS ne nous suffit plus pour pouvoir réaliser nos objectifs.

Nous étions contraints de prendre part au dernier Championnat du monde disputé au Cambodge avec un groupe réduit d'athlètes et d'entraîneurs. Les jeunes talents n'ont pu participer à aucune compétition internationale, c'est un gros problème», a-t-il regretté.

Le président de l'instance fédérale, également en charge des Unions africaine et arabe, a salué par ailleurs les efforts consentis par certaines fédérations en Afrique.

«En dépit du manque de moyens pour le développement de la discipline en Afrique, certaines fédérations ont pu consentir des efforts qui ont débouché aujourd'hui avec la présence de 18 fédérations agréées officiellement sur le sol africain.

Les deux derniers pays à se doter de fédération sont le Soudan et le Niger». Sur le plan arabe, Mohamed Djouadj a indiqué que le vovinam viet vo dao est présent dans 10 pays: «Ré-

cemment, nous avons reçu la demande d'adhésion de la Syrie, mais les contacts ont été interrompus en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

L'année prochaine, le nombre des pays membres pourrait atteindre 12 ou 14».

En raison de la pandémie de Covid-19, plusieurs compétitions ont été reportées, dont la Coupe nationale qui devait se dérouler en juin ou juillet prochains, mais également la session de formation dans les différentes spécialités de la discipline, prévue initialement du 5 au 12 mars.

La 4e édition du Championnat d'Afrique a aussi été reportée au mois de décembre prochain au Sénégal.

Plus de 20.000 athlètes pratiquent le vovinam viet vo dao en Algérie, à travers 35 wilayas. La Fédération algérienne ambitionne d'étendre la pratique de la discipline sur l'ensemble du territoire national.

CORONAVIRUS / TENNIS:

Le MTC Boufarik met ses installations à la disposition du corps médical

Le Mitidja Tennis Club de Boufarik (MTCB - Blida) a décidé de mettre ses installations à la disposition du corps médical et des autorités sanitaires dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus, a-t-on appris de la Fédération algérienne de tennis (FAT).

"Au nom de l'instance fédérale, je salue le MTCB pour ce geste exceptionnel qui montre que le tennis algérien est solidaire avec la nation dans ces moments difficiles que traverse le pays

depuis quelques semaines.

Ce geste louable et honorable prouve la grandeur de ce club qui ne se contente pas de former des champions de tennis", a déclaré à l'APS, le président de la FAT par intérim, Mohamed Dahmani.

Selon la même source, le MTCB, présidé par Hocine Bendar, a décidé aussi d'offrir une prise en charge totale pour les représentants du corps médical et des autorités sanitaires.

La wilaya de Blida, foyer



du nouveau coronavirus, demeure soumise à une mesure de confinement total jusqu'au 19 avril.

L'Algérien Benlamri sur les tablettes de trois clubs saoudiens

Le défenseur international algérien d'Al-Shabab d'Arabie saoudite, Djamel-Eddine Benlamri, intéresserait trois formations saoudiennes dans la perspective d'un recrutement à l'ouverture du prochain mercato estival, a rapporté lundi la presse locale.

L'ancien stoppeur du NA Hussein-Dey et de la JS Kabylie est actuellement en froid avec son club qui lui a infligé dernièrement une importante sanction financière, et ces trois clubs saoudiens, dont l'identité n'a pas été révélée par le journal «Al-Yaoum», voudraient justement profiter de la situation pour l'enrôler.

Malgré sa relation conflictuelle avec la direction d'Al-Shabab, Benlamri jouit en effet d'une très bonne réputation dans le championnat saoudien, d'où ces nombreuses convoitises.

D'ailleurs, son ancien entraîneur à Al-Shabab, le Roumain Marius Sumudica, n'a pas tari d'éloges à l'égard de l'Algérien, le considérant comme l'un des meilleurs joueurs qu'il a eu sous sa coupe.

«Benlamri est le capitaine d'Al-Shabab à mon avis.

C'est l'un des meilleurs



jeu que j'ai entraînés durant ma carrière», a indiqué Sumudica dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux.

Le champion d'Afrique algérien «est un joueur avec un très gros caractère qui a aussi des sentiments, il suffit de savoir travailler avec ce

genre de joueurs. Il faut le soutenir et ne pas le perdre. La saison dernière, il était le meilleur défenseur du championnat saoudien», a rappelé le Roumain.

«Mais que s'est-il passé ? Soudainement, il ne sait plus jouer au football ? s'est-il demandé. Ce n'est pas possible.

C'est l'un des meilleurs et il a gagné la CAN, ne l'oubliez pas», a encore dit Sumudica à l'adresse des dirigeants d'Al-Shabab qui ont décidé d'une ponction de 40% sur le salaire de l'Algérien pour les avoir ouvertement critiqués à travers les réseaux sociaux.

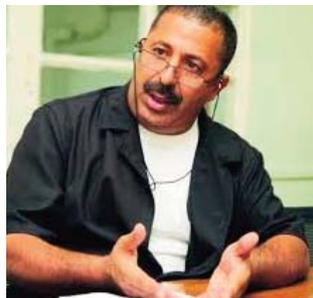
JS SAOURA / COVID-19

Zerouati lance un appel à contribution à la campagne de solidarité nationale

Le porte-parole et homme fort de la JS Saoura, Mohamed Zerouati a lancé un appel à contribution financière des opérateurs économiques et hommes d'affaires de la région, au titre de la campagne de solidarité nationale pour la prévention et la lutte contre le coronavirus (Covid-19).

«Personnellement, je suis prêt à contribuer avec un montant important dans le cadre de cette campagne et je fais appel aux autres opérateurs économiques privés pour qu'ils apportent leur contribution financière à la campagne de solidarité nationale pour la prévention et la lutte contre le coronavirus», a-t-il affirmé à travers la page Facebook de son club de Ligue 1 de football.

«Le pays a besoin de l'apport de chacun de nous pour faire face à cette pan-



démie, et nous devons pour cela être présents», a-t-il insisté.

Auparavant, la direction du club de la Saoura avait mis à la disposition de la direction locale de la Santé, les locaux de son académie de football, comme

lieu de mise en quarantaine des cas suspects de Covid-19, «avec prise en charge complète par la direction de la JSS». Outre cet appel de Zerouati, plusieurs secteurs se sont impliqués dans la prévention et la lutte contre le coronavirus, comme celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'Ordre des pharmaciens, par le lancement de la fabrication de masques de protection appelés à être distribués à la population, selon des responsables locaux de ces structures.

A Béchar, où le confinement partiel est appliqué depuis dimanche à travers les 21 communes de la wilaya, il a été enregistré un respect de cette mesure décidé par le gouvernement dans le cadre de la lutte et la prévention contre le coronavirus, selon plusieurs responsables de ces collectivités.

FOOTBALL/CORONAVIRUS

Rétabli, l'entraîneur blidéen Sofiane Nechma quitte l'hôpital

L'entraîneur blidéen Sofiane Nechma, entièrement remis du Coronavirus, a quitté l'hôpital d'El Kettar, comme convenu, lundi après-midi. «Dieu merci, je m'en suis entièrement remis et je vais enfin pouvoir rentrer chez-moi» s'est réjoui le

coach de l'USMB (Div. Amateur), en confiant au passage que «sept autres personnes atteintes du Coronavirus se sont également remises, et ont quitté l'hôpital» en même temps que lui. Nechma rejoint ainsi son épouse, qui était la première à se rétablir

du Coronavirus, et qui avait quitté l'hôpital d'El-Kettar peu avant lui. L'entraîneur blidéen, avait déclaré dans une précédente interview à l'APS qu'il avait «vraiment failli y passer», ajoutant que «cette terrible expérience» le marquera «pour toujours».

Interrogé s'il est enthousiaste à l'idée de reprendre du service, Nechma a avoué que pour le moment, il n'y pensait pas trop. «Après tout ce que j'ai enduré au cours des derniers jours, je ne vous cache pas que je vis la vie différemment» a-t-il avoué.

ANGLETERRE/CORONAVIRUS

Liverpool renonce à mettre son personnel au chômage partiel

Après avoir annoncé son intention de placer une partie de son personnel non joueur au chômage partiel, payé par le gouvernement, Liverpool a annoncé lundi qu'il faisait machine arrière. «Nous pensons que nous sommes arrivés à la mauvaise conclusion la semaine dernière en annonçant que nous allons solliciter le plan de sauvegarde de l'emploi face au coronavirus et mettre

du personnel au chômage partiel (...) nous en sommes vraiment désolés», écrit le président du club, Peter Moore, dans un courrier aux supporters publié sur le site internet du club de football.

Liverpool avait annoncé samedi qu'une partie de son personnel verrait 80% de son salaire payé par l'Etat, jusqu'à 2.500 euros par mois, tout en s'engageant à verser les 20% restants à

ses employés pour qu'ils n'aient pas de perte de revenus.

«Nous avons décidé de chercher des alternatives, malgré notre éligibilité à ce programme», poursuit Peter Moore.

Cinq clubs de Premier League avaient annoncé leur intention de faire appel aux deniers publics pour faire face à la crise, dont deux largement bénéficiaires: Tottenham et Liverpool.

BAYERN MUNICH

Thomas Müller prolonge jusqu'en 2023

L'attaquant allemand Thomas Müller a prolongé son contrat avec le Bayern Munich jusqu'en 2023, a officialisé le club bavarois mardi.

«Thomas est un joueur spécial pour nous, une figure d'identification pour le club et nos fans, un joueur de premier plan qui mène le jeu et qui a beaucoup accompli avec le FC Bayern», a affirmé le directeur sportif du club bavarois, Hasan Salihamidzic, dans un communiqué.

Comme annoncé il y a quelques jours par la presse allemande, l'attaquant de 30 ans s'est engagé pour deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2023.

Le champion du monde 2014 est redevenu sous l'intérim de l'Allemand Hansi Flick, qui vient récemment d'être conforté à son poste d'entraîneur principal jusqu'en 2023 par la direction du Bayern, un élément incontournable dans le système de jeu du «Rekordmeister».

Il compte six buts à son actif et figure en tête du classement des passeurs décisifs (16).

Müller a jusqu'ici tout remporté avec le club bavarois: huit fois le championnat, cinq fois la coupe nationale, la Ligue des champions puis la Coupe du monde des clubs en 2013 et enfin la Coupe du monde avec l'Allemagne lors du Mondial-2014 au Brésil.

Les clubs italiens parviennent à un accord sur la réduction des salaires de leurs joueurs

La Ligue italienne de football a annoncé lundi que les clubs du championnat d'Italie, suspendu depuis le 9 mars, sont parvenus à un accord sur la réduction des salaires de leurs joueurs en raison de la crise engendrée par l'épidémie de coronavirus.

L'accord prévoit une réduction «d'un tiers de la rémunération brute annuelle» des joueurs en cas d'annulation définitive de la fin de saison.

Si le championnat devait en revanche reprendre, la diminution ne serait que «d'un sixième de la rémunération brute annuelle». Des accords individuels doivent encore être signés entre les clubs et les joueurs, qui renoncent donc à une somme comprise entre deux mois et quatre mois de salaire.

Dans la soirée, le syndicat des joueurs professionnels (AIC) a cependant dénoncé une décision qualifiée d'«irrecevable».

«La volonté, à peine dissimulée, de faire porter à des joueurs présentés sous un mauvais jour la responsabilité d'éventuels dégâts économiques liés à une situation de crise fait réfléchir quant à la crédibilité de ceux qui devraient soutenir le monde du football dans ces moments difficiles», écrit le syndicat dans un communiqué.

La décision annoncée lundi par la Ligue a été prise à l'unanimité des clubs de Série A, à l'exception de la Juventus, qui avait précédemment trouvé un accord avec ses propres joueurs. Le club turinois avait expliqué que les baisses de salaires acceptées par ses joueurs et son entraîneur Maurizio Sarri sur la période allant de mars à juin auraient «un impact positif de 90 millions d'euros sur l'exercice financier 2019/2020».

La Ligue italienne, qui était réunie ce lundi en visio-conférence, a par ailleurs répété sa «volonté d'amener la saison à son terme et de reprendre le jeu, sans courir de risques, uniquement quand les conditions sanitaires et les décisions gouvernementales le permettront».

L'ex-entraîneur du Real et du Barça Radomir Antic est décédé

L'ex-entraîneur serbe du Real Madrid, de l'Atlético Madrid et du FC Barcelone Radomir Antic est décédé ce lundi à l'âge de 71 ans, ont annoncé ces clubs espagnols en début de soirée.

«Le Real Madrid C.F. (...) est au regret d'apprendre le décès de Radomir Antic, qui a été l'entraîneur du Real Madrid de mars 1991 à janvier 1992, (...) et présente ses sincères condoléances à sa famille et amis», a annoncé le club merengue par communiqué lundi soir.

«L'Atlético Madrid est en deuil après le décès de notre ex-entraîneur Radomir Antic», a indiqué l'autre club madrilène sur Twitter.

Le quotidien Marca, le plus vendu en Espagne, a indiqué sur son site que le technicien, le seul à avoir dirigé les trois géants du foot espagnol dans sa carrière, est décédé des suites d'une longue maladie.

Antic a officié sur le banc de l'Atlético Madrid entre 1995 et 2000, et a laissé une trace au club pour avoir été l'entraîneur qui a mené les «Colchoneros» vers le doublé Championnat-Coupe du Roi en 1995-1996.

Dans la deuxième moitié de la saison 2002-2003, il a aussi entraîné le Barça, qui a également publié un message de condoléances.

Radomir Antic a été le sélectionneur de l'équipe nationale serbe de 2008 à 2010, période durant laquelle il l'a menée vers une victoire contre l'Allemagne (1-0) au Mondial-2010 en Afrique du Sud, son principal fait d'armes en sélection.

Au cours de sa carrière de joueur, Radomir Antic a défendu les couleurs du Sloboda Uzice (1967-1968) et du Partizan Belgrade en Serbie (1968-1976), de Fenerbache en Turquie (1976-1978), du Real Saragosse en Espagne (1978-1980), et enfin de Luton Town, en Angleterre (1980-1984).

Sur son site, la fédération serbe de football (FSS) regrette la disparition de «l'un des meilleurs entraîneurs serbes».

«Tous ceux qui connaissaient Radomir Antic auront désormais un vide dans le coeur, et la Serbie peut être fière d'avoir eu un tel représentant du pays à l'étranger, une véritable source de fierté», a ajouté la FSS.

L'ex-footballeur turc Rüstü Reçber sort d'hôpital

L'ancien gardien international turc Rüstü Reçber, héros de l'épopée de la sélection nationale lors du Mondial-2002, est sorti lundi de l'hôpital d'Istanbul où il était soigné après avoir contracté le Covid-19, a indiqué son épouse.

«Quelle belle journée (...) Après 11 jours d'épreuve, mon mari est sorti d'hôpital», a déclaré Isil Reçber sur son compte Instagram.

Rüstü Reçber, recordman de sélections en équipe de Turquie avec 120 capes, était devenu un héros national lors de la Coupe du Monde 2002 qui avait vu la «Milli Takim» aller jusqu'en demi-finale et arracher la médaille de bronze, le plus grand exploit du football turc.

Le gardien était facilement reconnaissable lors de cette compétition jouée au Japon et en Co-



rée du sud grâce à sa longue queue de cheval noire et au produit noir qu'il s'enduisait sous les

yeux, à l'image de joueurs de football américain.

Aujourd'hui âgé de 46 ans, Rüstü Reçber a pris

sa retraite en 2012 après être passé par deux clubs stambouliotes, Fenerbahçe et Besiktas, et avoir porté pendant un an le maillot du FC Barcelone, de 2003 à 2004.

La semaine dernière, l'entraîneur Fatih Terim, autre légende du football turc, était lui aussi sorti de l'hôpital où il avait été admis après avoir contracté le nouveau coronavirus.

La Turquie a recensé quelque 27.000 cas de nouveau coronavirus dont 574 décès, selon les derniers chiffres annoncés par le ministre de la Santé dimanche.

NIGERIA

La fédération va proposer un nouveau contrat à son sélectionneur

La Fédération nigérienne de football (NFF) a décidé de proposer un nouveau contrat au sélectionneur des «Super Eagles», le Franco-Allemand Gernot Rohr, a indiqué le président de l'instance, Amaju Pinnick.

«Une première offre de prolongation de contrat sera proposée à Rohr dans les prochains jours et on lui soumettra les clauses de

ce nouveau bail», a déclaré le président de la NFF, cité lundi par une chaîne de télévision locale.

Le patron de la NFF a expliqué que le nouveau contrat comportera plusieurs clauses, dont l'obligation faite au sélectionneur Rohr de résider au Nigeria, un point qu'on lui reprochait souvent. Aussi, il devra accepter d'être payé en naira, la monnaie locale. Ou encore faire

un meilleur suivi du championnat local. «Il a besoin de résider en permanence au Nigeria pour un meilleur suivi du championnat.

Il ne doit pas seulement s'appuyer sur des recommandations de seconde main», a martelé Pinnick. Rohr, 56 ans, est à la tête des «Super Eagles» depuis 2016. Son contrat actuel prend fin en juin prochain.

PUBLICITÉ

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

Liverpool sera champion quoi qu'il arrive

Le président Aleksander Ceferin a tenu à rassurer les Reds sur ce point-là. « Il est impossible que Liverpool termine sans le titre. Si les matchs sont joués, alors il le gagnera presque certainement (...). Dans le cas où les matchs ne pourraient pas être joués, nous devrons trouver un moyen et un critère sur la base desquels les résultats seront déclarés et les gagnants désignés », a-t-il confié au média slovène Ekipa.



MBAPPÉ, LE REAL MAINTIEN SON PLAN

Comme annoncé depuis plusieurs mois, le Real Madrid se montre patient dans le dossier Kylian Mbappé (21 ans, 33 matchs et 30 buts toutes compétitions cette saison) et compte bien attendre l'été 2021 pour tenter d'attirer l'attaquant du Paris Saint-Germain, confirme le journal AS, qui fait sa Une sur le Français ce mardi. Ici, la stratégie madrilène semble parfaitement claire. Alors que le champion du monde demeure lié aux Rouge et Bleu jusqu'en juin 2022, les Merengues espèrent le recruter au "rabais", toutes proportions gardées, quand le natif de Bondy n'aura plus qu'un an de contrat en fin de saison prochaine. Un plan également expliqué par la crise sanitaire et économique provoquée par le coronavirus depuis plusieurs semaines.

De toute façon, un transfert semblait impossible pour le prochain mercato estival, étant donné que le PSG a mis les barbelés autour de son attaquant phare et que le Real n'aura pas les moyens de boucler un dossier estimé à plus de 300 millions d'euros.

MÜLLER PROLONGE JUSQU'EN 2023

Thomas Müller prolonge au Bayern. L'attaquant allemand s'engage au sein du club bavarois jusqu'en 2023.

Courtsisé par Manchester United ou encore l'Inter Milan, Thomas Müller prolonge au Bayern Munich jusqu'en 2023. L'attaquant allemand aux 521 apparitions et 195 buts pour le Bayern s'est félicité de cette décision sur le site officiel du club munichois : « Je suis sûr que lorsque le ballon roulera à nouveau, nous continuerons à avoir beaucoup de succès. Cela me stimule. Pour moi, la priorité numéro un était le FC Bayern et le club était du même avis. » Hasan Salihamidzic, le directeur sportif du Bayern, a lui aussi affiché sa satisfaction : « Je suis heureux que nous ayons pu nous mettre d'accord avec Thomas. Thomas est un joueur spécial pour nous, une figure d'identification pour le club et nos fans, un leader qui ouvre la voie sur le terrain et qui a accompli beaucoup de choses avec le FC Bayern. Nous savons ce que nous avons en lui. »



Leicester City sur la trace William Carvalho

Malgré l'arrêt du championnat pour cause de Covid-19, la formation de Leicester City s'active en coulisse pour dénicher un milieu de terrain au profil défensif. Selon les dernières informations du quotidien le Daily Mail, les Foxes s'intéresseraient de près au profil de William Carvalho (27 ans). Sous contrat jusqu'en juin 2023 avec le Betis Seville, l'international portugais pourrait rapidement faire l'objet d'une offre. Apparu à neuf reprises cette saison en Liga, le joueur serait estimé à 25 millions d'euros par ses dirigeants.

Milan en discussions avec David Silva

D'après la presse transalpine, l'AC Milan cherche à s'attacher les services de l'ailier espagnol David Silva. L'Espagnol David Silva sera en fin de contrat à Manchester City à l'issue de la saison en cours. L'expérimenté milieu espagnol pourrait alors rebondir en Italie. Le Corriere dello Sport a indiqué que la direction milanaise lorgne sur le chevronné ailier. Elle espère obtenir sa signature au plus vite, afin de couper l'herbe sous les pieds de la concurrence. Des négociations auraient déjà été entamées avec l'ancien valencien et elles vont bon train. Un accord imminent n'est pas à exclure.



Ibrahimovic veut rester en Italie

S'il ne connaît pas encore son futur étant donné que l'organigramme du Milan AC ne cesse de changer, Zlatan Ibrahimovic y réfléchit quand même. Boban n'est plus là et son salaire n'est pas soutenable pour Elliott.

Si sa permanence chez les Rossoneri n'est encore qu'une hypothèse, un départ est également évoqué. Mais selon la Gazzetta dello Sport, le joueur souhaiterait rester en Italie, car c'est ici qu'il veut terminer sa carrière.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmajid TAREB

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÈL : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÈL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÈL : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

CORONAVIRUS-SOLIDARITÉ

Abdelkader Bensalah fait don d'un mois de son salaire



L'ex-chef de l'Etat Abdelkader Bensalah, a annoncé, lundi, qu'il faisait don d'un mois de son salaire mensuel en contribution à l'élan national face à la propagation du nouveau coronavirus. Dans un communiqué, M. Bensalah a déclaré "en cette conjoncture difficile et exceptionnelle qui exige mobilisation et strict respect des mesures préventives, nous avons besoin de la solidarité nationale connue du peuple algérien et en signe de modeste contribution personnelle à l'élan national face à la propagation de la pandémie, je fais don d'un mois de salaire pour le compte ouvert à cet effet".

COMMUNICATION-PUBLICITÉ

M. Belhimer promet "l'assainissement" du secteur de la publicité et de le mettre sur la voie de "la transparence"

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, s'est engagé, lundi, à "assainir" le secteur de la presse, notamment la publicité, afin de le mettre sur "une nouvelle voie empreinte de transparence", relevant que l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) contrôlait actuellement environ 75% des activités publicitaires.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'installation du nouveau Président-directeur général (P-dg) de l'ANEP, Larbi Ounoughi, le ministre a indiqué qu'il continuerait à "œuvrer à la mise en place d'un cadre juridique pour la publicité en Algérie et à assainir le secteur en le mettant sur une nouvelle voie empreinte de transparence".

Rappelant que le rôle de l'ANEP dans la gestion de la publicité dans le pays, M. Belhimer a précisé qu'elle "contrôle environ 75% des activités publicitaires, et principalement l'octroi de la publicité".

"Dans un pays comme l'Algérie, dont l'économie repose sur la rente pétrolière, il est nécessaire que la publicité – quasiment monopole de l'Etat – soit organisée sur le principe de l'égalité entre opérateurs", a in-



diqué le ministre réitérant, à ce propos, son engagement à "réorganiser" l'Anep dans "la transparence".

A une question sur la prolongation de la période du confinement partiel (dans 9 wilayas) et sur le travail des journalistes après 15 heures, le ministre a précisé que l'instruction signée permettait aux journalistes mobilisés de se dé-

placer entre le lieu de résidence et le siège de leur travail.

Soulignant cependant, que "cette mesure n'autorise pas les médias à sortir filmer ou travailler pendant le couvre-feu, d'autant plus que les activités sont suspendues et les rues vides", le ministre s'est engagé à examiner les exigences de l'activité journalistiques dans cette conjoncture.

CORONAVIRUS

Les horaires des administrations fixées de 8 h à 14 h dans neuf wilayas (Fonction publique)

Les horaires des administrations publiques sont fixés de 8 h à 14 h dans les neuf wilayas concernées par le confinement partiel à partir de 15 heures dans le cadre des mesures de prévention et de lutte contre le Coronavirus, a indiqué lundi la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. "Dans le cadre du dispositif réglementaire relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus, notamment celles se rapportant au confinement partiel à domicile, spécifique aux wilayas d'Alger, Tipasa, Médéa, Aïn Defla, Tizi-Ouzou, Bejaia, Sétif, Tlemcen et Oran, les horaires de travail applicables aux personnels des institutions et administrations publiques implantées dans ces wilayas sont fixés du dimanche au jeudi de 8 h 00 à 14 h 00, et ce pour la période du 5 au 19 avril 2020", précise le communiqué de la Fonction publique. Celle-ci signale toutefois que les personnels exclus des mesures de confinement ainsi que ceux disposant d'autorisation spéciale de déplacement pendant les heures de confinement demeurent à streints aux horaires de travail habituels.

AFRIQUE

L'OMS condamne "les propos racistes" de chercheurs évoquant l'Afrique comme un "terrain d'essai" pour un vaccin

Le patron de l'OMS a condamné lundi les "propos racistes" de chercheurs ayant récemment évoqué l'Afrique comme "un terrain d'essai" pour tester un vaccin potentiel contre le Covid-19, dénonçant "l'héritage d'une mentalité coloniale".

"Ce genre de propos racistes ne font rien avancer. Ils vont contre l'esprit de solidarité. L'Afrique ne peut pas et ne sera un terrain d'essai pour aucun vaccin", a affirmé Tedros Adhanom Ghebreyesus, ancien

chef de la diplomatie éthiopienne, au cours d'une conférence de presse virtuelle depuis Genève.

"L'héritage de la mentalité coloniale doit prendre fin", a-t-il ajouté, en réponse à la question d'un journaliste nigérian. M. Tedros n'a pas nommé les scientifiques en cause, mais une vive polémique a éclaté en France et en Afrique notamment après un échange entre un chercheur de l'Institut français de la recherche médicale (Inserm) et un

chef de service d'un hôpital parisien le 1er avril sur la chaîne LCI.

Dans cette séquence, Camille Loch, directeur de recherche à l'Inserm à Lille (nord de la France), était interrogé sur des recherches menées autour du vaccin BCG contre le covid-19. "Il est honteux et horrifiant d'entendre des scientifiques tenir ce genre de propos au 21^{ème} siècle. Nous les condamnons dans les termes les plus forts", a conclu M. Tedros.

ANP

Le Général-major Mohamed Kaidi nommé chef de département emploi-préparation de l'Etat-major de l'ANP

Le Général-major Mohamed Kaidi a été nommé chef de département emploi-préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) en remplacement du Général-major Mohamed Bachar, exercées en vertu d'un décret présidentiel

publié dans le dernier Journal Officiel.

Par décret présidentiel du 26 mars 2020, il est mis fin aux fonctions de chef de département emploi-préparation de l'Etat-major de l'ANP, exercées par le Général-major Mohamed

Bachar, note le Journal Officiel, qui précise que le Général-major Mohamed Kaïdi est nommé, par décret présidentiel, chef de département emploi-préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Découverte d'un pistolet mitrailleur et trois bombes artisanales à Boumerdes et Djelfa

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert et saisi lundi un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov à Boumerdes, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit trois bombes de confection artisanale à Djelfa, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et saisi, le 6 avril 2020, suite à une opération de fouille et de ratissage menée à Boumerdes (1^{ère} Région militaire), un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit, à Djelfa, trois (03)

bombes de confection artisanale", note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP "a intercepté, à Aïn Defla (1^{ère} Région militaire), cinq (05) narcotrafiquants et saisi 24,235 kilogrammes de kif traité, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé quatre (04) narcotrafiquants en leur possession 9,900 kilogrammes de la même substance à Relizane (2^e Région militaire)", relève le communiqué, ajoutant que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont arrêté, lors de deux opérations distinctes menées à El-Tarf et Jijel (5^e Région militaire), quatre (04)

narcotrafiquants et saisi 2762 comprimés psychotropes". D'autre part, des détachements de l'ANP "ont arrêté, à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire), vingt (20) individus et saisi trois (03) fusils de chasse, des outils de détonation, un (01) camion, treize (13) véhicules tout-terrain, 25,850 tonnes de denrées alimentaires et 9500 litres de carburants, en plus de 19 groupes électrogènes, 13 marteaux piqueurs, deux (02) détecteurs de métaux et 1,347 tonne de mélange d'or brut et de pierres, alors que 46 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tamanrasset", conclut la même source.

JUSTICE

Tribunal de Koléa (Tipasa) : report du procès de Karim Tabou au 27 avril

Le tribunal de Koléa (Tipasa) a décidé, lundi, le report du procès de Karim Tabou, président de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), pour reprendre le 27 avril prochain. Cette décision du report du procès de Karim Tabou, poursuivi, depuis septembre dernier, pour "atteinte au moral de l'Armée" a été prononcée, sur demande du collectif de défense de l'accusé. Le parquet de Koléa avait transféré l'affaire au juge d'instruction qui a ordonné, le 11 septembre dernier, sa mise en détention provisoire. Le 25 septembre, la chambre d'accusation de la Cour de Tipasa a ordonné sa mise en liberté et son placement sous contrôle judiciaire, après la poursuite en appel de la décision de sa mise en détention provisoire, par la défense.